

T2137-618-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°618 JEUDI 8 MAI 1986 8,00 F



NUCLÉAIRE

ÊTES VOUS
ENCORE
POUR?



F°P. 2520

communiqués débats

• ANGERS

Le groupe d'Angers a un nouveau local public. On le trouve désormais à la Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A.), qui regroupe le P.S.U., le M.A.N., le C.O.D.E.N.E., le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre, l'A.D.E.A. et la F.A.) au 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

Documentation, bibliothèque, permanence des militants de la Fédération anarchiste tous les vendredis, de 18 h à 19 h.

• LILLE

La « Voix sans maître » (tous les vendredis de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) consacrer ses émissions du mois de mai au centenaire du 1^{er}-Mai, au syndicalisme et à la solidarité internationale.

• PERPIGNAN

Le groupe de Perpignan tient ses permanences tous les lundis, mercredis, vendredis, samedis, de 15 h à 19 h, à son local, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan. Pour lui écrire : groupe Puig-Antich, B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

• MONTARGIS

Une liaison F.A. vient de se constituer sur Montargis. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

La librairie l'Idée libre organise une rencontre-débat avec les animateurs du Lycée expérimental de Saint-Nazaire samedi 17 mai, à 14 h, à la M.N.E., 23, rue Gosselet. Le groupe de Lille organise une journée sur le Nicaragua samedi 24 mai, à partir de 13 h 30, à la M.N.E.

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « L'organisation anarchiste », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « Anarchisme et marxisme », par Stéphane Carel, le mardi 13 mai.

• BORDEAUX

A l'occasion de la réouverture de leur local, qu'ils viennent de rénover, les groupes bordelais de la Fédération anarchiste et l'Athénée libertaire du Muguet organisent une réunion-débat avec Hélène Sarrazin autour de son livre « Elisée Reclus ou la passion du monde ». Cette rencontre se déroulera le samedi 10 mai, à 15 h, au 7, rue du Muguet, Bordeaux.

• BREST

Le groupe « Les temps nouveaux » de Brest organise un meeting vendredi 23 mai sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Ce meeting se tiendra salle Fentferrier (rue Fentferrier, Brest) à partir de 20 h 30. Nous invitons toutes les personnes intéressées à y participer.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakouine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axà » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur. Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• Yonne

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

éditions

• AFFICHE

Le groupe « Albert-Camus » de Toulouse a édité une affiche antimilitariste, format 42 x 55, en noir et blanc. Coût : 5 F l'unité et, à partir de 10 exemplaires, 1 F pièce. Slogan de cette affiche : « L'armée, à quoi ça sert ? ».



La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

sommaire

PAGE 2 : Information des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Accident nucléaire de Tchernobyl, Communiqué — PAGE 4 : Quel statut pour la S.N.C.F. ? En Bref — PAGE 5 : Les dangers de la télévision, Mort de Daniel Bartelletti, Manifestation de chômeurs à Tours — PAGE 6 ET 7 : A propos de « Dictature et Révolution » de Luigi Fabbrì — PAGE 8 : La doctrine de Chirac, La réforme des hôpitaux — PAGE 9 : Nouvelles de Grèce, Pays-Bas, Grande-Bretagne — PAGE 10 : Le point sur les insoumis, Réunion de la Coordination de soutien aux réfractaires, La situation des réfugiés basques — PAGE 11 : Notes de lecture, Programmes de Radio-Libertaire, Copinage — PAGE 12 : Politique judiciaire du gouvernement, Action directe et la répression du terrorisme.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marenes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Finistère : Quimper — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beauregard — Loiret : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est — Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Sarthe : Le Mans — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun — Val-d'Oise : Sarcelles.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Rattachement Abonnement de soutien Règlement

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement la joindre au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Tous unis pour le nucléaire ?

COMME toujours, l'information dispose d'un pouvoir politique ; c'est précisément pour cette raison que le pouvoir politique met le plus possible l'information à sa disposition... Ainsi, l'Etat trompe son monde en ne divulguant que ce qui l'arrange et de la manière qui le présente sous le meilleur jour, il dupe aujourd'hui en U.R.S.S. en parlant de précautions, de surveillance de l'environnement, d'assistance médicale et de mesure de sécurité quand la réalité est catastrophique.

Radioactivité et langue de bois

Qu'un accident grave advienne dans une centrale nucléaire et les informations dispensées se prêtent alors à nombre de spéculations, de la quasi-apocalypse à la propagande du genre « chez nous, ça ne peut pas arriver » (1). Quoiqu'il en soit, malgré les scabreuses batailles sur le nombre des victimes menées par Tass, le danger est également perçu par tous et il est remarquable que même si le nombre de morts n'est pas deux mais deux cent cinquante ou trois cents, on a rarement vu autant de réactions de par le monde à un accident de type catastrophe industrielle qui ne soient pas simplement des condoléances polies mais davantage des interrogations.

C'est très simple : le danger est là, présent, sous la forme d'un « nuage » et dont les conséquences directes ne font, elles, l'objet d'aucune spéculation parmi les médias hormis le sens du vent. En effet, il y a de la radioactivité dans l'air et ce dans des proportions dangereuses. On nous a beaucoup parlé de ce nuage mais on a moins parlé du plus grand danger (qui, il est vrai, est immobilisé loin de nous...) qui se trouve dans les vingt ou trente kilomètres aux alentours de Tchernobyl, dont on sait qu'une évacuation a été organisée — ce qui signifie bien la gravité de l'accident —, mais dont on ne sait rien de plus. Si les victimes de l'accident ne sont aujourd'hui que celles qui tra-

vaillent alors dans la centrale, combien seront-elles demain ?

Il faut bien dire qu'immédiatement après l'accident de Three Mile Island, les informations étaient rares et que si, elles le sont aujourd'hui en U.R.S.S., ce n'est pas seulement du fait d'une habitude locale de la langue de bois mais bien parce qu'un accident grave (fonte du réacteur) est effectivement dangereux et que s'il pourrait y avoir quelques mouvements de panique, il pourrait aussi y avoir un certain développement de la reconnaissance du scandale, de la dénonciation des

tées pour incident, ce qui ne pose d'ailleurs aucun problème de production, vu leur surnombre.

On se souvient pourtant, à l'automne 1979, d'une certaine « affaire des fissures » à Gravelines et au Tricastin, deux centrales alors mises en route. Mais les fissures n'ont effectivement pas empêché les centrales de fonctionner correctement par la suite, et l'on ne va pas comparer avec d'autres fissures qui n'ont pas empêché la navette spatiale de fonctionner parfaitement bien voler à plusieurs reprises, en toute sécurité...

Bien sûr dès l'accident de Tchernobyl, nos chers médias nous ont rassuré en nous disant que les centrales françaises sont d'un autre type et sont beaucoup plus sophistiquées. A vrai dire, les centrales françaises sont du même type que celle de Three Mile Island ; mais après tout cet accident là, pour autant qu'on le sache, n'a pas fait de victimes.

C'est toujours la question de l'information qui est centrale et l'importance de l'enjeu avait bien été révélée quand le mouvement antinucléaire en France avait exigé de E.D.F. de tout dire, étant bien évident que ce qui est caché n'est pas innocemment. E.D.F., c'est l'Etat, et nous savons bien que le danger avec le Pouvoir est qu'en guise d'information il mente, mais nous ne sommes pas si nombreux à le savoir et nous devons donc l'y contraindre afin de répéter suffisamment la démonstration du danger pour que nous soyons assez nombreux pour pouvoir en finir avec les risques inutiles et les gaspillages.

Faut-il être contre le nucléaire ?

Le mouvement antinucléaire en France est tombé en désuétude faute, peut-être, de n'avoir pas eu un accident suffisamment grave pour émouvoir les populations apathiques mais peut-être aussi faute d'avoir été trop « primaire ».

Les anarchistes ont toujours participé aux luttes antinucléaires, non seulement en raison des dangers intrinsèques à ce type de production, mais aussi pour d'autres raisons non moins importantes. En fait les centrales thermiques, au fuel ou au

charbon (2), ne sont pas particulièrement propres et les barrages hydrauliques ne nous paraissent pas forcément beaux.

Surtout, ce type de production coûte cher en énergie — ce qui est assez absurde — et puis, pour des raisons techniques il doit obligatoirement être centralisé or la distribution de l'électricité ne peut se faire sans un gaspillage qu'on peut estimer au trois quarts de la production du fait des pertes en ligne. Il faut dire aussi que, si la consommation d'électricité double tous les dix ans depuis quarante ans, c'est pour beaucoup dû à la production de biens conçus pour durer assez peu de temps afin de forcer la consommation et de créer des profits. En fait le mode de production de l'énergie participe pleinement du mode de gestion, capitaliste, de la société. En ce sens, la production d'énergie solaire ne présenterait-elle aucun danger

en soi que nous y serions tout aussi opposés. N'oublions pas, en cette époque de psychose (3), que les sites nucléaires font l'objet d'une surveillance particulière de la population locale.

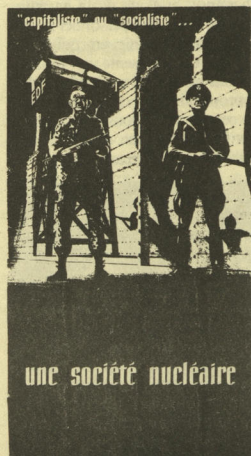
Continuer de dénoncer tous les dangers avant d'en faire les frais reste notre premier devoir. Pour éviter effectivement d'en faire les frais, ce travail de propagande doit être inlassable, convaincre, et propager aussi une alternative de productions décentralisées, non polluantes, non dangereuses, et même quasi gratuites puisque cela est possible.

GRUPE PARIS XV*

(1) Sans compter les spéculations aux Etats-Unis sur le prix du blé compte tenu des retombées radioactives dans les plaines d'Ukraine.

(2) Défendues par le parti communiste pour préserver des emplois parmi ses électeurs dans le Nord.

(3) Le terrorisme engendre peut-être une psychose ; il est sûr que cette psychose collective est terrorisante.



une société nucléaire

apprentis sorciers qui jouent avec la vie des populations...

Il est important de remarquer ici la solidarité des Etats nucléaires. L'U.R.S.S. a sollicité l'aide de la Suède et de la R.F.A., mais d'autres pays ont proposé la leur — la France, les Etats-Unis — et il ne faut pas voir seulement une simple solidarité désintéressée devant la catastrophe mais aussi l'intérêt pour ces pays d'acquiescer à une expérience qui risque toujours de ressusciter. Est-ce rassurant ?

Et en France ?

Jusqu'à présent, effectivement, les mesures de sécurité se sont toujours montrées efficaces, au point même que les centrales sont assez souvent arrê-

COMMUNIQUÉ

LA France, avec ses seize sites nucléaires en activité et ses sept autres en projet ou en construction, demeure aujourd'hui comme hier le foyer potentiel d'un accident comparable à ceux de Windscale, Three Mile Island et de Tchernobyl, ainsi que ceux plus ou moins graves passés sous silence.

Une fois de plus, au prix sanglant de vies humaines, et malgré les déclarations lénifiantes de E.D.F. et des services concernés du ministère de la Santé, la preuve est faite des risques d'un choix technologique et politique fondé sur l'énergie atomique.

La Fédération anarchiste ne se fait aucune illusion sur l'apparente générosité des nations occidentales à fournir une aide immédiate au frère ennemi soviétique. A travers Tchernobyl, c'est l'ensemble des Etats nucléarisés qui se trouvent interpellés et cet événement apparaît comme l'occasion inespérée de tester *in vivo* leurs compétences dans la maîtrise des processus accidentels. Le silence de la presse sur ces sujets est bien révélateur : pleins feux sur l'« agit-prop » et sur le filtrage de l'information par l'U.R.S.S., black-out quasi général sur la question nucléaire.

Au travers de cette nouvelle catastrophe, c'est non seulement les multiples pollutions induites par le nucléaire « civil », mais aussi ses utilisations à des fins militaires ainsi que le renforcement de la centralisation d'une société déjà hyper contrôlée et policée que la Fédération anarchiste tient une nouvelle fois à dénoncer.

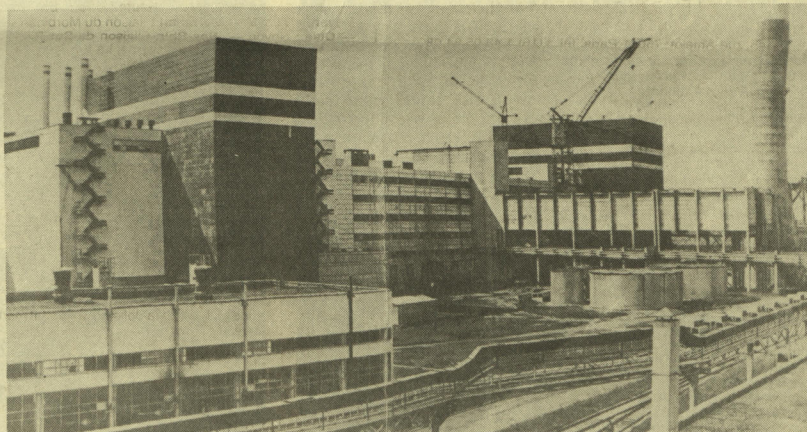
FEDERATION ANARCHISTE

Editorial

UN nouvel accident nucléaire vient d'éclater à la surface de la terre. Aussitôt, tous les gouvernements se veulent rassurants. Les responsables soviétiques, n'ayant pas peur du ridicule — fut-il macabre —, parlent de deux morts ; les gouvernements scandinaves et polonais tranquilisent leurs populations sur les effets du nuage radioactif, d'autant plus inquiétant qu'il est invisible. Seul le gouvernement américain fustige le silence soviétique, oubliant sa propre attitude pendant l'accident de Three Mile Island il y a sept ans.

Cet unanimité dans la non-information vise à préserver, par-delà les différences idéologiques, les intérêts que tous les Etats trouvent dans le nucléaire : la possibilité de casser la domination du pétrole et de l'O.P.E.P. sur les besoins en énergie et la fourniture aux militaires de plutonium de bonne qualité. A cet égard, la construction de la filière surgénérateur en France est éditante : non rentable pour la production électrique, l'armée à force de pressions l'a imposée, démontrant ainsi la fausse séparation qu'on tente de nous faire admettre entre nucléaire civil et militaire.

Dans toutes ces considérations, les facteurs écologiques et humains sont évacués. Contre la guerre et la destruction de l'environnement, nous devons nous opposer à cette technologie et dénoncer la désinformation mise en œuvre pour nous la faire accepter. Espérons que les victimes d'Ukraine ne seront pas mortes pour rien et que leurs fins tragiques réveilleront les consciences ici, face à un danger encore plus menaçant. Jean-Baptiste Doumeng, fidèle défenseur de la « patrie du socialisme » l'avouait lui-même (serait-ce une gaffe ?) : « Il s'agit d'un accident grave, mais pas d'une catastrophe comme cela aurait été le cas en France, à cause de la densité de la population ».



La centrale nucléaire de Tchernobyl.

INTERVIEW « CHRONIQUE SYNDICALE »

Quel statut pour la S.N.C.F. ? (suite)

SUITE cette semaine d'un extrait de « Chronique syndicale », émission de Radio-Libertaire, sur le statut de la S.N.C.F. évoluant du service public à l'organisation d'une privatisation source de profits. Que ce soit la droite ou la gauche qui tient les rênes de l'Etat, la constante est là : moins de cheminots et plus de rentabilité !

La privatisation de certains services de la S.N.C.F. reste dans la main de fer du monopole : tradition jacobine oblige ! Mais comme pour la sidérurgie, la modernisation aide à faire des coupes claires dans les effectifs. On encourage même la mobilité d'un personnel hautement qualifié en informatique qui, à terme, pourrait avoir un rôle de maintenance sur une infrastructure quasi entièrement automatisée...

Pour ce faire, il faut au moins l'ébauche d'un consensus avec les partenaires sociaux ; devinez quelle est la centrale qui a signé !

— **Invité** : Le fait que la S.N.C.F. passe d'un statut d'entreprise nationalisée avec participation majoritaire de l'Etat, des anciennes compagnies... avec fin de cette situation en 1982 où l'Etat devient propriétaire unique de la S.N.C.F. A partir de là, il lui a donné un certain nombre de missions, de statuts... Mais la notion de monopole n'a pas changé par rapport à la situation antérieure, une certaine notion de service public dans certains domaines qui sont d'ailleurs très limités à la S.N.C.F. Au sens légal c'est peu de chose : essentiellement le trafic omnibus, banlieue, et l'obligation générale du maintien des structures.

en bref...en bref...

• La Coordination de soutien aux réfractaires vient d'éditer une affiche (deux couleurs) sur le thème du soutien aux réfractaires.
Coûts : 1 F l'exemplaire sur papier normal et 5 F sur papier glacé.
Pour les commandes, il faut s'adresser à la C.S.R., c/o C.L.O., B.P. 103, Paris cedex 11.

• La V^e Foire européenne du pain, vin et fromage éco-biologique aura lieu du 3 au 12 mai 1986 à Rouffach (Haut-Rhin). Cette manifestation importante verra la participation de gens de toute la France et de divers pays, ainsi que de diverses organisations (U.P.F., par exemple), autour de nombreux thèmes alternatifs.

• « Emancipations », journal d'expression libertaire basque lance une campagne de solidarité pour continuer à vivre.
Si vous souhaitez le soutenir, il faut leur écrire : « Emancipations », B.P. 181, 64105 Bayonne cedex.

• La coordination « On arrête tout » édite du matériel de propagande pour la campagne de lutte sur le service civil à un an.
Carte de soutien (affiche de Cabu) : l'unité : 3 F ; les 20 exemplaires : 35 F ; et les 50 : 90 F.
Pour plus de renseignements : « On arrête tout », c/o A.R.I.C.O.T., B.P. 2024, 49016 Angers cedex.

• Bruno Sanchez, insoumis total, est passé en appel lundi 28 avril. Le verdict est reporté au 2 juin pour complément d'informations sur les circonstances de son incorporation. Il a été placé en liberté sous contrôle judiciaire à Bayonne.
A sa sortie de prison, le soir même, il a été emmené de force à la caserne Beynes où on lui a présenté l'uniforme. Il est actuellement aux arrêts de rigueur pour 20 jours minimum.

conscience et toute une tradition de lutte. Face à ça, de gauche ou de droite, un gouvernement ne fait pas n'importe quoi.

— **C.S.** : C'est le traitement des opérations qui est différent, mais la finalité, elle, est identique...

— **I.** : Oui, ça j'en suis convaincu... tous les éléments de compréhension de la situation qui s'accélère aujourd'hui à la S.N.C.F. m'amènent à penser que nous sommes dans la situation de la sidérurgie. A la S.N.C.F., l'Etat veut restructurer avec des dizaines de milliers de licenciements. De gauche ou de droite, c'est dans les nuances, la manière de le faire ! Il faut rappeler aussi que, au niveau des dirigeants de la S.N.C.F., il y a des contacts

cées : premièrement, les suppressions d'effectifs qui, jusqu'ici, allaient à un rythme de 5 000 par an. Pour cette année, on parle de 8 000, pour l'année prochaine on parle de 11 000...

Deuxièmement, ces suppressions étaient jusqu'ici « justifiées » par des départs en retraite et la modernisation de secteurs. Il y avait aussi la limitation des embauches. Maintenant il y a en plus une extension du personnel qui ne bénéficie plus du statut de cheminot, et donc de la garantie de l'emploi. Ce personnel-là est actuellement remis en question. La S.N.C.F. présente aux organisations syndicales aujourd'hui des « propositions » de licenciement de ce personnel, sous le mode collectif ! La situation de ces travailleurs est donc précarisée...



nets et établis avec le C.N.P.F. et les partis de droite. Ils cotisent au C.N.P.F. et participent à des réunions dites de réflexion pour affiner leur politique de profit...

— **C.S.** : Le club Saint-Simon des transports ! Tu nous a brossé un tableau un petit peu noir de la situation. Tu as parlé de dizaines de milliers de licenciements. Peux-tu nous dire aujourd'hui sur quoi ton analyse s'appuie pour dire que la S.N.C.F. est menacée et que le nombre de salariés allant diminuer de façon très massive, on va au devant de licenciements et de conflits ?

— **I.** : Les choses sont d'ordre politique et technique. Pour bien comprendre, voyons les mesures politiques annon-

cards et elle est présentée aux organisations syndicales comme un moyen de suppression du personnel.

— **C.S.** : Ils veulent donc substituer, ou plutôt rajouter, aux départs naturels des départs provoqués par cette loi...

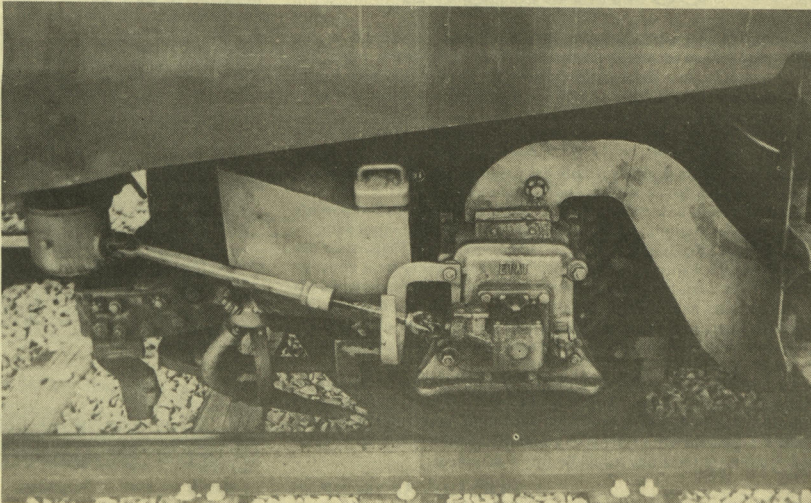
— **I.** : Oui, vous voyez que dans une entreprise où l'on parle de 5 000 voire de 6 000 suppressions d'emplois par an, avec ce biais-là ils veulent monter à un rythme de 10 000 par an. Troisième mesure qui y ressemble : pour l'instant on propose à certaines catégories du personnel qui, compte tenu des évolutions techniques, vont être touchées de plein fouet par les restructurations (je pense au personnel administratif remplacé par l'informatique), un départ en préretraite à 52 ans et demi. Ce qui donne bien sûr un petit coup d'accélérateur aux départs naturels.

Autre mesure qui a été adoptée et signée par la C.F.D.T. (pas par F.O. ni la C.G.T.) : la réactualisation d'un texte né dans les années soixante-dix, alors que la S.N.C.F. accélérât déjà le départ des agents. C'est un accord cadre, pour les mobilités conséquentes à des changements de service, compensations, etc. Il y a donc cet accord qui est en fait le support de ces restructurations dont nous parlons. Avec des dédommagements de pognon, la S.N.C.F. restructure tranquillement les services, les régions, pour recomposer des lieux où elle veut concentrer le rentable...

— **C.S.** : Peut-être aussi pour limiter encore les effectifs. En demandant à un individu X d'aller dans une autre zone...

— **I.** : Le problème n'est pas aussi simple, en ce moment la S.N.C.F. a de nombreuses demandes de mutations pour la province. 25% du personnel est à Paris et beaucoup souhaitent retourner chez eux, c'est comparable aux P.T.T. Avec l'accord cadre, la S.N.C.F. se dote d'un instrument pour former un certain personnel qualifié et mobile, lié à l'informatique mise en place dans tous les services.

Propos recueillis par Thierry Porré



Télévision : attention !

A L'heure de l'explosion des moyens de communication, et plus particulièrement du développement des chaînes de télévision, il est intéressant de se pencher sur les répercussions de ce média sur la population et plus précisément sur les jeunes enfants.

En effet, la télévision est devenue aujourd'hui un objet de consommation parmi tant d'autres. Elle est totalement intégrée dans la vie de nombreuses familles. Ainsi, dès son plus jeune âge, l'enfant devient un consommateur de programmes.

Un appauvrissement culturel

L'abus de télévision a de nombreuses répercussions. Il entraîne la fatigue nerveuse et visuelle, des maux de tête, de l'excitation et nuit ainsi au sommeil. Il provoque parfois chez l'enfant des frayeurs nocturnes, des cauchemars en liaison directe avec le spectacle vu précédemment. Il faut savoir qu'abandonner les enfants devant l'écran signifie les soumettre de façon répétée à un bombardement émotionnel qui peut avoir des effets dommageables sur leur équilibre. Au contraire, ils devraient être préservés, surtout au plus jeune âge de grande réceptivité émotionnelle, des aspects les plus violents du monde des adultes.

Bien souvent, les jeux d'enfants découlent d'émissions de télévision, alors que dans le même temps on constate que leur univers culturel diminue. Ils s'identifient à certain personnage qui seraient des héros, des modèles. La télévision est trop souvent l'unique source de distraction des enfants. Elle les empêche de jouer alors que le jeu est la principale occupation de l'enfance. Ils sont si habitués à trouver des satisfactions immédiatement par le canal de la télévision que leur faculté à s'amuser par eux-mêmes s'en trouve ainsi atrophié. Ils éprouvent de plus en plus de difficultés à occuper leur temps libre.

On constate que la lecture est délaissée par ceux qui possèdent un téléviseur. Ceci n'est certainement pas étranger au retard scolaire, aux difficultés verbales que l'on remarque chez nombre d'élèves. La lecture exi-

geant des opérations mentales plus complexes : décriptage des lettres et des mots, imagination... le lecteur se concentre beaucoup plus que le téléspectateur. Pour Bruno Bettelheim « la télévision saisit l'imagination mais ne la libère pas. Un bon livre peut tout à la fois stimuler l'esprit et l'affranchir. » De longues heures devant la télévision se traduisent par l'arrêt d'activités qui sont indispensables au développement et à la formation de l'enfant. Alors que l'on sait très bien qu'il n'apprend pas grand chose par le biais du petit écran.

Propager l'illusion

La télévision a la dangereuse faculté, en outre, de donner une fausse vision du monde environnant, en insistant sur un sujet ou en délaissant d'autres. Après avoir observé par exemple des mois durant la violence dans les programmes, le spectateur l'incorpore dans sa réalité tout en sachant que ce n'est que de la fiction. Cet univers violent déforme ainsi les perceptions qu'il se fait de la réalité.

L'influence de ce média s'exerce donc directement sur la personne en question mais également sur la structure familiale. Par sa seule présence, elle affecte les relations entre ses membres. Elle affaiblit et élimine les occasions de parler et de communiquer. En un mot, les relations humaines s'en retrouvent affectées.

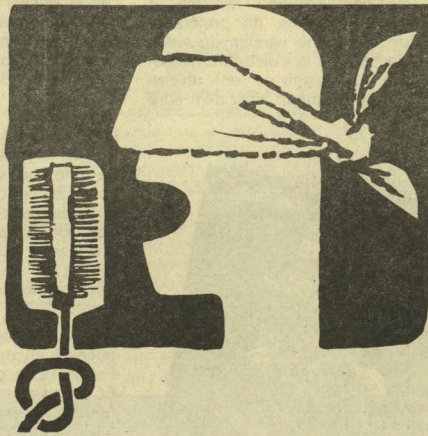
Il est attristant que les parents recourent très souvent à la télévision pour éviter de confronter les problèmes. Etant un calmant et un amuseur disponible à tout moment, ils en viennent à dépendre d'elle. La télévision prend ainsi de plus en plus d'importance dans la vie de l'enfant. Déjà, en 1948, Jack Gould du *New York Times* écrivait : « Les heures que passent les enfants devant la télévision consistant à vrai dire un vrai narcotique insidieux pour les parents. Une fois les petits bambins disposés en éventail sur le parquet devant le téléviseur, il semble qu'il va se produire immédiatement un silence merveilleux sinon étrange. »

Ce n'est donc pas tant la qualité des programmes qui est en cause ici, mais le fait que ce média provoque la pas-

sivité du téléspectateur, du jeune à l'adulte. Sa consommation, puisque c'est de cela qu'il s'agit, permet d'effacer le monde réel et de pénétrer dans un état mental agréable et passif. Les tracas et les angoisses sont ainsi mis de côté pour un certain temps.

B. Bettelheim indique que les enfants « deviennent incapables de s'adapter à la réalité par apprentissage parce que les situations réelles sont plus compliquées que celles que

leur présente la télévision (...). L'enfant conditionné par la télévision est habitué à recevoir des explications, il n'a pas appris à les chercher lui-même. Le danger de la télévision réside dans cette incitation à la passivité, cette fuite devant l'initiative personnelle qu'exige la réalité, beaucoup plus que dans le contenu inepte ou macabre des programmes. Mais cette passivité n'est qu'un aspect de notre démission devant les machines. »



De la passivité à la soumission

Le risque d'une certaine soumission intellectuelle est bel et bien à prendre au sérieux. Les côtés factices des programmes risquent de détacher l'enfant de la réalité à un âge où l'expérimentation et la découverte par soi-même sont essentiels. L'usage répété de la télévision est le révélateur de nombreux maux de notre société : l'apathie, le vide moral... Elle provoque un état de passivité, de dépendance. Elle comble un vide que beaucoup se sentent incapables de surmonter autrement, il est si facile de s'asseoir et d'attendre que les images défilent.

La télévision ne fait que refléter le malaise d'aujourd'hui. Elle est partie intégrante de l'arsenal aliénant dont nous sommes victimes. Le rôle des médias dans notre société industrielle est la dépersonnalisation de l'individu et son uniformisation afin de le transformer en un parfait travailleur-consommateur indispensable à la survie du capitalisme.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

Pour ne plus subir des jeunes s'organisent...

UNE manifestation en faveur des bus gratuits pour les chômeurs a eu lieu à Tours le samedi 26 avril, réunissant environ 250 personnes, à l'appel des « Jeunes contre la galère » soutenu par diverses associations et organisations dont le groupe de Tours de la Fédération anarchiste.

La manifestation a débuté par la prise (d'assaut) gratuite d'un bus en partance d'un quartier de banlieue pour rejoindre le centre ville et le rassemblement. Les manifestants ont circulé dans la ville aux sons rythmés de l'Ecole de samba de Tours, pour bloquer ensuite la place centrale et la circulation.

Cette manifestation a été en fait le temps fort d'une mobilisation, après toute une série d'interventions et de petits rassemblements, pour la gratuité des bus pour les chômeurs, contre les coupures d'électricité dont sont victimes ceux qui n'ont plus les moyens de payer les factures de E.D.F., pour que les « tucistes » ne soient pas payés avec quatre mois de retard...

L'association « Les jeunes contre la galère », qui a vu le jour à Tours il y a un an, regroupe maintenant une centaine d'adhérents : jeunes travailleurs, « tucistes », chômeurs, stagiaires, etc. Dès sa création, elle s'est placée sur le terrain des luttes contrairement à d'autres associations, à forte dominante chrétienne, qui se placent sur le plan de l'assistance, du soutien matériel et « moral », et de la charité (la bonne conscience de nos bourgeois !).

Ouverte à tous ceux qui ne veulent plus subir, l'association

est arrivée à créer une dynamique dans la ville et dans les cités de banlieue. Modèle d'auto-organisation, elle rompt avec le discours et la pratique syndicaliste réformiste et corporatiste de la C.F.D.T. ou de la C.G.T. qui tentent vainement de créer des sections séparées de « tucistes » et de chômeurs, continuant ainsi à diviser la classe ouvrière.

Cet exemple d'auto-organisation, de prise en charge de nos luttes, à la base, sans délégation de pouvoir, doit servir à tous ceux qui ne se reconnaissent pas ou plus dans les partis ou les syndicats bourgeois, à tous ceux qui s'acheminent vers la constitution d'un mouvement de masse révolutionnaire basé sur l'autonomie ouvrière.

GRUPE DE TOURS



Chirac montrant l'exemple à Paris...

Daniel Bartelletti

PETTIT, volontaire, ne se laissant jamais marcher sur les pieds ; par ailleurs très affable. Artiste sculpteur de talent. Individualiste très compréhensif, il aimait à dire : « Je reste sans esprit critique devant l'effort libertaire de tout bord ». Il était très large : « Pierre Besnard m'a intéressé, disait-il, d'autres aussi, mais j'ai toujours travaillé tout seul ».

Pacifiste convaincu, très ami avec Louis Lecoq, Pierre Martin et Emile Veran du soutien aux objecteurs de conscience, de la vieille école dont il partagea les combats. Il eut le culot, prisonnier de la Seconde Guerre mondiale, de s'évader et de se faire démobiliser à la gendarmerie (dans le bordel ambiant, cela pouvait se faire).

Nous avons perdu un généreux camarade, décédé à l'âge de 70 ans, le 18 octobre 1985. La Fédération anarchiste envoie ses condoléances et son amitié à sa femme et à sa fille, et nous compatissons à leur douleur.

P.C.

Le samedi 10 mai, à partir de 16 h, la librairie du Monde libertaire organise une rencontre-débat animée par G. Manfredonia et un camarade du groupe éditeur autour du livre de Luigi Fabbri « Dictature et Révolution ». L'équipe d'animation

A propos de « Dictature et Révolution »

Le livre de Fabbri *Dictature et Révolution* (1), enfin disponible en français, fait sans doute partie de ces livres que tout militant anarchiste devrait avoir lu. Livre important en tant qu'enrichissement et approfondissement des théories libertaires sur un problème aussi essentiel que celui du rapport entre la dictature et la révolution, ou pour être plus précis entre gouvernement et révolution.

En Italie comme partout dans le monde, les anarchistes avaient dès le début salué d'une manière enthousiaste la Russie révolutionnaire. Rarissimes sont à cette époque les critiques contre l'œuvre du gouvernement bochevik et l'adhésion à la révolution russe est « totale » au point d'arriver à contester ou à occulter dans des journaux comme *Umanita Nova* même les persécutions dont les anarchistes de l'abais avaient commencé à faire les frais (2).

Il faudra attendre début 1921 pour que la presse libertaire italienne se fasse ouvertement l'écho, après Kronstadt, de critiques du p'l autoritaire de la révolution. La « scarlatine bolcheviste » frappa à l'époque plus d'un camarade. Et si en définitive, seulement une petite fraction de militants se rallia en dehors de Russie au bolchevisme, plus d'un furent fascinés par la réussite de la révolution et se montra « compréhensif » envers la dictature de Lénine.

Mais les compagnons les plus lucides ne tardèrent pas à réagir. Malatesta, de retour de son exil londonien s'empressa de rappeler à ceux qui voulaient voir en lui le « Lénine italien » comment les anarchistes étaient tout autant contre le pouvoir que contre les hommes providentiels. Fabbri va publier dans *Volontà*, à partir du printemps 1919, une série d'articles de mise au point d'où sortira *Dictature et Révolution*. Achevé en 1920, le livre ne paraîtra néanmoins qu'en 1921. Son mérite majeur est d'avoir su aborder les problèmes posés par la révolution russe sur leur véritable terrain, en dehors de considérations tactiques, des malentendus ou des tendances faciles à l'accommodement.

Livre théorique, *Dictature et Révolution* est aussi une analyse lucide et perspicace de la révolution russe elle-même à un moment où tous ses développements totalitaires ultérieurs n'étaient qu'à peine esquissés. L'analyse des événements d'ailleurs s'en ressent. Fabbri notamment effleure à peine la possibilité de voir les dirigeants bolcheviks devenir la nouvelle classe dominante du pays, préoccupé qu'il est des dangers de « retour en arrière » occasionnés par les excès autoritaires d'une révolution se dévorant elle-même et préparant ainsi le lit à la réaction thermidorienne.

En revanche, Fabbri sait mettre en évidence l'essentiel des tendances autoritaires des bolcheviks à un moment où beaucoup de camarades s'illusionnaient encore sur des formules telles que celle de « dictature du prolétariat ». A cet égard, ce livre joua au moment de sa parution un rôle essentiel pour clarifier les débats au sein du mouvement anarchiste italien et international.

En s'appuyant seulement sur une analyse aussi minutieuse que possible des événements de Russie (compte tenu des difficultés de l'époque à se procurer des témoignages de première main ou intangibles), Fabbri reprend et actualise la problématique proudhonienne sur l'incompatibilité existant

entre l'utilisation d'un pouvoir gouvernemental quelconque et la poursuite de la révolution sociale. Il s'attache tout particulièrement à dénoncer l'erreur autoritaire et étatique véhiculée par les bolcheviks avec leur concept de « dictature du prolétariat ».

Avec vigueur, il sait montrer comment sous une phraséologie « radicale et nouvelle » la dictature du prolétariat n'est que la énième version du vieux préjugé jacobin de la « dictature nécessaire », de la « poigne de fer » révolutionnaire que Proudhon avait déjà eu à

dénoncer avec force et ironie... dès 1848. De même que les révolutionnaires gouvernementaux du passé, Lénine et consorts parlent d'affranchir les masses mais ont peur des manifestations libres de celles-ci. La formulation du « marxisme maintenu » de Lénine ne doit donc pas cacher la réalité des choses et Fabbri indique justement dans cette approche « par en haut » de la révolution un des points majeurs d'opposition autant théorique que pratique avec les courants marxistes.

A ceux qui se « creusaient » la cervelle sur la signification du mot dictature, pour y voir seulement le synonyme de « violence prolétarienne », il rappelait comment Lénine concevait la dictature dans le sens « classique et despotique » du terme, sans plus. Pour Fabbri, pas d'autre alternative : la révolution au moyen de l'Etat avec la naissance d'un nouveau despotisme ou la révolution contre l'Etat.

Le problème ne pouvait être mieux posé et encore aujourd'hui le livre de Fabbri reste d'une fraîcheur inégalée. Et pourtant les considérations d'opportunités, les précautions de langage ne manquent pas dans ce livre, mais elles ne doivent pas nous abuser car ce qui se trouve tout au long de l'ouvrage c'est la défense constante de la révolution, l'affirmation de la solidarité avec les travailleurs russes. Fabbri prend bien soin d'établir une distinction nette entre l'œuvre dictatoriale des bolcheviks, leur direction gouvernementale, et la signification de la révolution russe en tant que telle.

Fabbri, d'ailleurs, fera approuver au troisième congrès de l'Union anarchiste italienne à Ancone, en novembre 1921, une motion où les congressistes « reconfirmèrent leur enthousiasme solidaire envers la révolution russe (et) s'engageaient à la défendre contre toute tentative réactionnaire à son encontre de la part des gouvernements des autres pays », tout en affirmant en même temps ne pas reconnaître « le prétendu gouvernement communiste russe comme le représentant de la révolution, voyant en revanche en lui le pire ennemi de la révolution russe elle-même » (3).

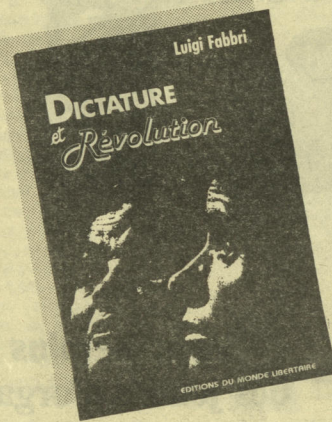
Les polémiques autour de la « dictature du prolétariat » se poursuivront encore quelque temps, mais dans un contexte fort différent. C'est qu'entre temps les informations en provenance de Russie ne laissaient plus de place au doute annihilant les arguments des tenants d'une « dictature provisoire ».

Par ailleurs, Fabbri, tout en gardant une attitude de solidarité avec la révolution russe, continua à faire preuve de fermeté et de vigilance pour dénoncer les manœuvres des bolcheviks et leur double langage employé pour attirer dans le giron de la III^e Internationale (voir texte de la page ci-contre) les organisations anarcho-syndicalistes. Les discussions et les luttes contre les « mouscouitaires », quant à elles, ne faisaient que commencer !

GAETANO MANFREDONIA

(1) Luigi Fabbri, « Dictature et Révolution », Editions du Monde libertaire, 75 F, en vente à la librairie du M.L.

(2) et (3) Voir sur cet argument P.-C. Masini, « Gli anarchici italiani e la rivoluzione russa », in « Rivista storica del socialismo » n°15-16 (1962).



ARTICLE NÉCROLOGIQUE DU « LIBERTAIRE »

Luigi Fabbri

LUIGI FABBRI est un nom connu de tous les anarchistes militants. Communiste libertaire, de la tendance organisatrice, il a été un vaillant théoricien et un inlassable propagandiste. Pendant quarante ans, il a été un des principaux piliers du mouvement anarchiste. Sa vie ne présente pas d'épisodes dramatiques, des aventures héroïques comme celle de Malatesta, mais elle est riche néanmoins de courage et de dévouement. Destiné, par tempérament et par sa *forma mentis*, à la vie tranquille de l'homme de science, il a été au contraire un militant. Il connut la prison à l'âge de quinze ans et, depuis, ce fut une succession d'arrestations, qui l'obligèrent à abandonner les études universitaires, d'abord celles de droit, puis celles de chimie, et l'empêchèrent d'exceller en qualité d'historien.

Renonçant à ses études préférées, il consacra presque tout son temps et son énergie à la presse anarchiste à laquelle il donna un nombre astronomique d'articles, tout en trouvant le temps d'écrire aussi des livres, des brochures, de soigner des éditions critiques (de Bakounine, par exemple), d'écrire des préfaces qui sont de véritables monographies : telle la préface à la *Philosophie de la révolution*, de Joseph Ferrari. Ses *Lettres à une femme sur l'Anarchie* est un chef-d'œuvre de propagande. La solidité du théoricien et du polémiste se manifeste particulièrement dans son

livre *Dictature et Révolution*. De ses qualités d'historien est une preuve son livre *La Contre-révolution préventive*, qui a été considérée à juste titre comme une des meilleures interprétations du phénomène fasciste. Même à la question sexuelle il a apporté une importante contribution avec son livre *La Génération consciente*, qui méritait un meilleur succès.

Les meilleures revues de l'anarchisme italien, *Il Pensiero*, de Rome, qu'il dirigea avec Pietro Gori ; *Volontà* d'Ancone ; *Pensiero e Volontà* de Malatesta, furent en grande partie l'œuvre de Luigi Fabbri, qui fonda et dirigea la *Lotta Umana* à Paris puis *Studi Sociali* à Montevideo. Viennent d'être publiés de lui, un essai sur Giordano Bruno (à Buenos-Aires) et un livre sur Malatesta (Barcelone).

Il ne faut pas oublier que Fabbri fut le pionnier le plus qualifié et le plus précieux protagoniste du rationalisme pédagogique, soit avec la revue *l'Ecole moderne*, soit avec nombre d'essais et d'articles, soit dans l'exercice de sa profession d'instituteur des écoles primaires.

Bien que son tempérament ne le portât pas à exercer un rôle d'agitateur, il participa au mouvement ouvrier, se faisant promoteur, parmi les anarchistes, de l'unité syndicale et des ententes révolutionnaires. C'est particulièrement à lui qu'on doit l'organisation de l'Union anarchiste

italienne, qui arriva en 1920, à compter 18 000 adhérents.

De sa conception humaniste de l'anarchisme et de la lutte de classe, de son intégralisme révolutionnaire, de sa tolérance envers les camarades appartenant à d'autres tendances que la sienne et envers les adversaires politiques, de l'influence exercée non seulement parmi la jeunesse socialiste et même républicaine, il serait trop long de parler dans le cadre d'un article. Il faudrait faire l'histoire de quarante ans de lutte sociale en Italie. Il est mort à Montevideo, où l'avaient poussé l'expulsion de la France et l'impossibilité de trouver en cette Europe sans paix et appauvrie le pain quotidien.

En pleine puissance de pensée, la mort l'a surpris en une période à laquelle le mouvement anarchiste aurait pu grandement bénéficier de sa cohérence, de sa clarté de pensée et d'expression et de sa fécondité d'écrivain.

L'anarchisme a perdu un de ses plus grands penseurs et un de ses plus actifs propagandistes. La cause prolétarienne a perdu un ami du peuple qui était la négation du démagogue. L'humanité a perdu un de ces « maîtres de vie » qui se font de plus en plus rares.

CAMILLO BERNERI

Nécrologie de Luigi Fabbri parue dans « Le Libertaire » n°451 de juillet 1935.

ARTICLE DE LUIGI FABBRI DANS « LA REVUE ANARCHISTE »

Attitude de la III^e Internationale envers les anarchistes

Il y a encore chez certains camarades de l'incertitude sur la position à prendre à l'égard de la III^e Internationale. Bien que les raisons de principe qui nous éloignent d'elle soient évidentes, la crainte d'aider par une opposition trop ouverte les adversaires bourgeois et social réformistes qui combattent la III^e Internationale non pour ce qu'elle a de démocratique et d'autoritaire, mais pour ce qu'elle contient de révolutionnaire et pour l'influence excitante qu'elle exerce sur les masses, cette crainte pousse quelques camarades à négliger les côtés qui nous séparent de l'Internationale moscovite.

Certains autres, quoique voyant fort bien que si nous nous laissons entraîner par le courant bolchevique, en peu de temps le mouvement anarchiste disparaîtrait, et que les anarchistes se renieraient eux-mêmes en ce qui constitue leur principale raison d'être, espèrent réussir à ne pas se laisser absorber par le parti bolchevique naissant, mais bien à exploiter son prestige en faveur de la révolution, avec l'idée, à un certain moment, d'agir par soi-même et de désobéir aux chefs communistes : ce qui équivaldrait à dépouiller le parti communiste de son autorité en entraînant les masses (sur lesquelles, entre temps, ils auraient acquis un certain ascendant) vers une réalisation la plus anarchiste possible de la Révolution.

Ces deux préoccupations sont justes en soi. Mais le double but de ne pas faire le jeu de la bourgeoisie et du social-réformisme, et de coopérer à la révolution communiste pour lui imprimer la direction la plus libertaire possible, sera atteint d'autant plus et mieux, que nous éviterons plus et mieux les contradictions et les confusions d'idées, que nous nous berçons moins d'illusions, que ce sera plus clair et plus visible à tous ce qui nous unit aux communistes et nous permet de collaborer avec eux, et les questions qui nous séparent d'eux et sur lesquelles ils ne doivent pas espérer avoir notre consentement.

« Petit bourgeois »

ou « meilleur révolutionnaire »

Il y a plus d'un an que la polémique sur la « dictature du prolétariat » a pris fin dans le camp anarchiste, et la généralité des camarades sont arrivés à reconnaître l'absolue incompatibilité — et en ceci Lénine même est objectivement d'accord avec nous — entre l'anarchisme et toute idée de dictature révolutionnaire et de communisme autoritaire.

A présent, ce n'est plus la question générale théorique et pratique, qui passionne les camarades. Les dernières reminiscences, les dernières traces de la « scarlatine dictatoriale », qui, il y a deux ans, passait de proche en proche dans nos rangs, se manifestent maintenant dans l'incertitude sur l'attitude à prendre envers la III^e Internationale de Moscou. Cette incertitude, chez certains de nos, a été encouragée par le fait que le Comité de la III^e Internationale a déclaré que les portes de celle-ci étaient ouvertes aussi aux anarchistes. Mais il est nécessaire de noter immédiatement qu'il ne s'agit pas des anarchistes, groupes, fédérations et unions anarchistes proprement dites, mais bien d'organisations ouvrières ouvertes à tous les travailleurs, qui sont une directive plus ou moins libertaire : Union syndicale italienne, Confédération nationale du travail espagnole, Union libre des syndicats allemands, Fédération régionale ouvrière

argentine, etc., ou dont des anarchistes sont les représentants.

Même dans ce sens l'admission des anarchistes à la III^e Internationale, outre qu'elle est subordonnée à la condition d'obéissance aux ordres du parti communiste, est motivée de façon qu'elle pourrait être traduite par ces paroles : « Les anarchistes seront admis dans la III^e Internationale, à condition que... ils cessent d'être anarchistes ! » En effet la première condition est l'acceptation de la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire de la tendance autoritaire et étatiste de la révolution.

Léon Trotski écrivait de Moscou le 31 juillet de l'année dernière (1921, N.d.R.) à un syndicat français que « qui sous prétexte d'anarchisme n'admet pas le but de la "dictature du prolétariat" n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois, et pour celui-là il n'y a pas de place dans la III^e Internationale. » Même Lénine, plusieurs fois, en passant, a traité d'une façon méprisante l'anarchisme comme une manifestation bourgeoise ou petite-bourgeoise.

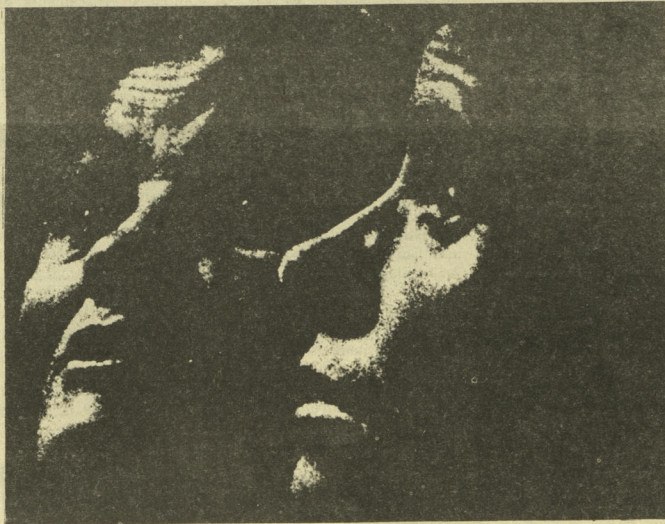
Pourtant quand Lénine et ses amis se sont aperçus que l'élément anarchiste constitue encore une force, et qu'il peut

rangs anarchistes seulement par impulsion révolutionnaire et par réaction contre l'opportunisme réformiste, non pour s'être formé une réelle conviction anarchiste sur la tendance libertaire de la révolution et sur l'organisation libertaire de la société communiste à venir.

« Vaincre l'anarchisme »

En d'autres termes, Lénine dit : « Il y a des anarchistes qui jusqu'à présent se sont crus tels, et peut-être le croient encore, mais en réalité ne le sont pas, puisqu'ils acceptent l'idée de la dictature ; à cette espèce d'anarchiste vous pouvez ouvrir la porte ! »

En ce sens, il a parfaitement raison ; mais quand nous discutons d'anarchie et d'anarchistes par rapport à la III^e Internationale, nous ne nous adressons pas à cet anarchisme « par malentendu », mais à celui qui seul a droit à ce nom parce qu'il est contraire à toute forme d'autorité étatiste ou dictatorial tant dans le but que dans les moyens.



donc avoir une utilité révolutionnaire, alors ils ont commencé à faire des exceptions en sa faveur. Lénine répondant en juillet ou en août 1919 à une lettre d'un révolutionnaire anglais, à un certain moment, s'exprime ainsi : « Beaucoup de travailleurs anarchistes deviennent à présent de sincères adhérents au régime des soviets ; et s'il en est ainsi, ils sont nos meilleurs camarades et amis, les meilleurs révolutionnaires ; c'est seulement par un malentendu qu'ils étaient ennemis du marxisme, parce que le socialisme officiel de la II^e Internationale (1889-1914) fut infidèle au marxisme, tomba dans l'opportunisme et dénatura les doctrines de Marx (...). »

Lénine ne se rend pas compte que les anarchistes peuvent très bien être partisans d'un régime de soviets, c'est-à-dire d'un régime dans lequel le prolétariat, par le moyen de ses conseils, règle par lui-même sa vie, la production et la consommation, etc., en considérant les soviets comme des associations de libres producteurs, sans pour cela admettre le moins du monde la dictature, qui est un gouvernement qui se superpose aux soviets et leur enlève toute liberté d'action et de développement. Lénine parle en somme de ces anarchistes qui se disaient tels « par malentendu », qui militaient dans les

aux anarchistes toute influence sur elles ? Il serait donc très étrange que des anarchistes, qui restent tels précisément, parce qu'ils croient ne pas être dans l'erreur, facilitent au parti communiste cette insidieuse tentative d'absorber et de neutraliser complètement un travail et une propagande de quarante années !

Dans le *Bulletin communiste* de Paris du 30 décembre 1920, Antonio Coen, parlant du mouvement en Italie, reconnaît que « les anarchistes ont sur le processus révolutionnaire, des concepts sur lesquels les communistes ne peuvent pas être d'accord ». Selon Coen, notre mouvement en Italie a le tort de développer cet esprit d'anarchisme, que Lénine eut tant de peine à combattre au début de la République des soviets.

Nous croyons au contraire, qu'il est dans l'intérêt de la révolution de répandre le plus possible l'esprit anarchiste, de désobéissance et de révolte contre toute discipline forcée et coercitive, d'intolérance vis-à-vis de toute dictature, quel qu'en soit le nom.

Contre toute dictature

Heureusement, dans l'Europe occidentale, cette propagande nous est facilitée par le caractère des populations, par l'intelligence de la classe ouvrière, par l'amour de la liberté, sentiment profond développé en nous par une évolution séculaire, à travers cent révolutions. Lénine, dit-on, l'appelle un « préjugé bourgeois », selon son interprétation marxiste. Mais en réalité il s'agit d'un véritable besoin de la nature humaine, désormais presque aussi fort que le besoin du pain et de l'amour.

Non seulement dans le monde anarchiste proprement dit, mais encore parmi les organisations syndicales à tendances plus avancées, ce sentiment de liberté est si développé qu'il les pousse à s'opposer à la tentative d'absorption des dirigeants de la III^e Internationale communiste. Nous en avons eu une preuve dans une récente conférence syndicaliste internationale (c'est-à-dire des syndicats du type de notre Union syndicale italienne) à Berlin, où la majorité des assistants a exprimé un avis contraire à toute espèce de dictature politique. La conférence s'est retranchée, vis-à-vis de l'Internationale moscovite, dans une sorte d'attente bienveillante, notamment par déférence pour les mérites de la révolution bolchevique ; mais dès à présent, elle a fait comprendre que si l'Internationale syndicaliste projetée devait être organisée sur les mêmes bases autoritaires et centralistes que celles du parti communiste, il n'y aura rien à faire. Pour le moins, les organisations syndicalistes révolutionnaires existantes, soit dans l'Europe occidentale, soit en Amérique, n'y adhéreront pas, et formeront probablement une Internationale à part.

Tout cela est réconfortant. Et il serait bon que tous les camarades se fissent au courant du mouvement, ainsi que de l'attitude de l'Internationale communiste à l'égard des anarchistes (que nous avons essayé d'éclairer plus haut) pour se faire un criterium exact de la position réciproque des deux courants du communisme, l'autoritaire et le libertaire, et des limites dans lesquelles une coopération fraternelle entre l'un et l'autre est possible, et au-delà desquelles il est nécessaire au contraire que chacun suive sa propre voie.

LUIGI FABBRI

Article de Luigi Fabbri paru dans la « Revue anarchiste » n°4, d'avril 1922. Les inerties sont de la rédaction du « Monde libertaire ».

Chirac : « Pour le travaillisme à la française »

LES ministrables n'avaient pas évoqués le problème du chômage lors de la campagne des législatives de mars 1986. La crainte de l'effet boomerang qui a frappé le Parti socialiste, parti anti-chômage en 1981, incitait les candidats à la prudence. Mieux valait évoquer des thèmes porteurs comme l'insécurité, l'inflation, les libertés, l'indépendance nationale, etc. C'est pourquoi Chirac a suscité la surprise générale à « L'heure de vérité » du 24 avril en jouant la carte de l'emploi. Certes, il lui fallait se démarquer d'une ligne reaganienne choquante pour le menu peuple afin de préparer son élection à la présidence de la République en 1988.

Un patronat euphorique

Si l'on examine les mesures qu'il compte mettre en place, on constate pourtant l'apparition d'un dispositif de classe musclé. Le fil directeur du P.S. est maintenu : des cadeaux aux patrons pour les inciter à investir et à embaucher. Au message de Gattaz « L'emploi, c'est nous ! », Chirac renvoie « Allez-y, vous ne serez pas déçus ni sanctionnés ». Bref, Chirac utilise *a priori* favorable des patrons pour le R.P.R. Avec la gauche, les patrons se méfient toujours car, si les travailleurs s'agitaient trop, la gauche pourrait être sensible aux menées de son électoral.

Le patronat jubile car Ali Chirac a ouvert sa cave : anomyat de l'or, retour des capitaux expatriés, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, abrogation de la loi Quillot, et bientôt fin de l'autorisa-

tion administrative de licenciement, déductions fiscales totales à la suite d'embauches, et levée des seuils d'effectifs. L'intelligence de Chirac est de présenter ces mesures comme un programme cohérent de lutte contre le chômage... pour satisfaire les revendications des travailleurs.

Le miroir aux alouettes

Subtilement, Chirac entonne le chant de la solidarité... entre les travailleurs. Ceux qui ont un emploi doivent avoir honte devant « les exclus de notre société qui finiront par la déstabiliser ». Voilà qui satisfera la « deuxième gauche » si soucieuse de faire payer le chômage par les salariés. D'ailleurs, Maire n'a-t-il pas répondu par courtoisie : « La fonction de chef d'entreprise, fonction spécifique, légitime et permanente, ne nous semble pas pouvoir relever d'une large délibération collective » (1).

Concrètement, Chirac propose l'établissement d'une passerelle entre le smicard et le clochard. En effet, les mesures de Chirac sont celles réclamées par le C.N.P.F., en particulier l'adaptation des conditions d'emploi, c'est-à-dire la précarisation des emplois et la suppression des contraintes administratives, juridiques et sociales. Ainsi, pour le C.N.P.F., la levée des contraintes liées aux seuils d'effectifs permettrait la création de 83 000 emplois en deux ans, mais l'I.N.S.E.E. l'estime à 50 000. Quant à l'autorisation de licenciement, ce serait 60 000 emplois qui disparaîtraient immédiatement. Bref, 10 000 emplois en moins. Quant à la précarisation, le coût

social serait catastrophique : déjà en 1983, 75% des 140 milliards de francs destinés à l'emploi par l'Etat ont été absorbés par l'indemnisation du chômage et par les préretraites.

Chirac s'inspire en fait de la forte mobilité de l'emploi que la crise suscite. Chaque année et jusqu'en 1991, le nombre des actifs augmente de 190 000 alors que le nombre des emplois diminue de 230 000. En 1984, 1,3 millions d'emplois ont été créés et 1,5 millions ont été supprimés. Or, parmi les entreprises existantes en 1983, celles de moins de 50 salariés ont créé 70,8% des emplois. Ce sont ces entreprises qui ont qui ont le plus d'intérêt aux mesures de Chirac. De plus, les dénationalisations sont surtout conçues comme filiales. Mais le système P.M.E. est aussi un bon moyen de casser les syndicats et de faire passer les coups bas contre les travailleurs (2). La baisse des salaires de 1% sur cinq ans aboutit, selon le système Métrix, à 60 000 emplois supprimés.

Des propositions libertaires

La situation de l'emploi est catastrophique et Chirac va l'empirer en déstructurant la population salariée. Ainsi un actif sur dix est chômeur, soit 2,55 millions dont 947 000 non indemnisés. De plus, la précarisation augmente en flèche. Un actif sur dix est à temps partiel. Trois cent neuf mille salariés possèdent un contrat à durée déterminée, avec une progression de 25% en un an ; 45% ont



moins de 25 ans et 45% sont des ouvriers. Quatre cent mille salariés travaillent en intérim, avec une augmentation de 25% en un an. Enfin, 800 000 salariés travailleraient au noir, 40 000 à domicile et 150 000 en T.U.C. Soit un total estimé de 1,7 millions de travailleurs précaires.

La mesure la plus efficace est l'abaissement du temps de travail. Selon les modèles (3) de l'I.N.S.E.E., les 35 heures (une heure de moins pendant cinq ans) permettent la création nette de 900 000 emplois. Les modèles n'évaluent qu'une faible compensation salariale, les libertaires une compensation totale et même plus par abaissement des hauts salaires, car la grille salariale est en moyenne de 1 à 7, sans parler de l'impôt sur le capital car l'écart des revenus est de 1 à 36.

Il faudrait aussi maintenir les capacités de production et même les développer : deux équipes de 30 heures contre une équipe de 39 heures permet la

création de 300 000 emplois. Bien sûr, les conseils d'entreprises prendront ces mesures après accord des assemblées de travailleurs. De plus, le taux de croissance sera augmenté (4) par une redéfinition des besoins et de la conception des produits dans le cadre d'un nouveau mode de production, débarrassé du parasitisme et de l'autoritarisme castrateur, et fondé sur le bien-être de tous et l'harmonie.

XAVIER MERVILLE
(Gr. de Lille)

(1) « C.F.D.T. Aujourd'hui », « Interrogations sur l'entreprise et l'anticapitalisme, l'individu et l'action syndicale », avril 1986.

(2) Système en vigueur au Japon avec, en pratique, pour les travailleurs de ce secteur des semaines de 50 heures, une semaine de congé, pas de retraite, etc.

(3) Les scénarios et les recensements de l'I.N.S.E.E. ont été repris par le supplément mensuel de « Liaisons sociales » d'avril 1986.

(4) En 1985, il était de 1,3% ; il faudrait 3% pour stabiliser le taux de chômage actuel de l'économie capitaliste française.

Le titre de cet article est tiré d'un discours de Chirac à Egletons en 1976.

Ne nous privons pas du public !

« LES établissements de santé doivent disposer d'une plus grande autonomie dans la gestion de leur budget. Les modalités de mise en œuvre de la départementalisation seront revues... Les conditions d'une saine concurrence seront garanties entre l'hospitalisation privée et l'hospitalisation publique. »

La plate-forme R.P.R.-U.D.F. ne pouvait être plus claire à la veille de mars 1986 pour définir le programme que la droite aurait à appliquer en matière de santé. Donc aucun étonnement à l'annonce, par Michèle Barzach, ministre déléguée à la Santé, de la suppression de la départementalisation des hôpitaux et du rétablissement de la médecine libérale à l'hôpital public. Philippe Séguin a confirmé les propos du ministre déléguée quelques heures plus tard en cette fin d'avril.

L'hôpital public essaiera à nouveau une réforme, sans perdre toutefois de sa rigidité

et de sa froideur : bien d'autres réformes ne l'ont guère ébranlé et la mise en place de la départementalisation en 1984-1985 ne permit pas de briser l'hospitalocentrisme ou de réduire les disparités de moyens entre régions, départements ou entre établissements afin de répondre aux besoins sanitaires et sociaux de la population.

Séguin affirme que les principes qui ont présidé à la réforme n'étaient pas « idiots » : certes, puisqu'ils permettaient d'associer le corps médical à la procédure d'élaboration budgétaire. A terme, cela devait conduire à une gestion plus rigoureuse en montrant aux médecins le coût de leur thérapeutique. Le plus grand danger pour les travailleurs du secteur résidait dans la recomposition de la hiérarchie hospitalière : le « département » devait être sous l'autorité d'un médecin élu par ses pairs et assisté d'un conseil composé de représentants

élus du corps médical et de l'ensemble des salariés n'ayant pas de pouvoir sur les décisions fondamentales relatives au fonctionnement du département (objectifs médicaux, répartition des moyens...).

Par ailleurs, le corps médical, crispé sur la défense de ses privilèges, contesta cette réforme et freina de toutes ses forces son application. En effet, les médecins risquaient de perdre la direction — et le pouvoir reconnu — de leurs services au profit d'un département regroupant différents services et géré par un médecin ayant autorité sur plusieurs de ses collègues.

Quant au rétablissement de la médecine libérale à l'hôpital public, il va engendrer à nouveau de sérieux problèmes. Il correspond au rétablissement de privilèges (supprimés sous la « gauche ») accordés à certains médecins d'effectuer une médecine libérale avec les moyens technologiques et humains (le personnel) substi-

tués au service public : de quoi s'emparer les poches grassement en utilisant les deniers publics. L'ouverture de l'hôpital sur l'« extérieur », la « coopération entre l'hôpital et la médecine des villes », l'« inter-pénétration entre l'hospitalisation publique et l'hospitalisation privée » conduiront ainsi à réintroduire, à l'intérieur de l'établissement public, des services privés pour lesquels, quoiqu'en dise Séguin, les critères financiers joueront pleinement et rejeteront une fois de plus les populations défavorisées. Une médecine pour les riches, une médecine pour les pauvres : telle qu'elle existe en ville au niveau des cliniques, des maisons de convalescence ou au niveau des médecins selon leur conventionnement avec la Sécurité sociale. N'oublions pas non plus une autre promesse de l'ancienne opposition, promesse qui ne saurait tarder dans son application : l'amélioration de la rémunération des médecins libéraux.

Les mandarins seront toujours des mandarins, chefs de service à vie, bloquant toute évolution dans l'organisation de l'hôpital, dans la qualité préventive de la thérapeutique, dans la relation avec les malades. Le Conseil de l'Ordre des médecins n'en sera, par contre-coup, que renforcé. A l'heure où les établissements publics subissent les coups portés par la politique de rigueur — entre autres celle du contrôle des budgets hospitaliers (1) et des tarifs médicaux qui a conduit à limiter par ailleurs la montée des dépenses d'assurance maladie —, les mesures gouvernementales vont être une bouffée d'air frais pour le corps médical, mais une asphyxie pour toute évolution en réponse aux besoins des usagers.

HÉLÈNE
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) De 1970 à 1980, le taux d'accroissement des dépenses hospitalières était de 19,6% l'an.

Nouvelles de Grèce

Le mercredi 26 mars 1986 était organisée une manifestation à l'université d'Athènes, Propylaia, contre la venue en Grèce de Schultz, ministre des Affaires étrangères américain, pour discuter de l'implantation des bases américaines sur le sol hellénique (après son passage en Turquie). Seule la manifestation des anarchistes a été interdite, alors que celles du parti communiste et des gauchistes ont été autorisées. La position de ces derniers était essentiellement de s'opposer à l'impérialisme américain, tandis que les anarchistes voulaient manifester contre la militarisation et le capitalisme d'où qu'ils viennent.

Un commissaire de police et un juge d'instruction sont venus à l'université signifier aux anarchistes qu'ils avaient le droit de rester dans l'enceinte de la faculté, mais qu'il leur était interdit de faire la marche jusqu'à l'ambassade américaine. Malgré l'interdiction, ils ont commencé à défiler, des heurts ont eu lieu dans la rue, certaines personnes ont essayé de brûler un car de police. Des agents provocateurs de la police ont brûlé une voiture et la télévision a beaucoup utilisé cet événement pour dénigrer le mouvement anarchiste. La police a lancé des bombes lacrymogènes dans tout le centre de la ville. Des camarades ont occupé Propylaia et ont élevé le drapeau rouge et noir à la place du drapeau national. Dans la soirée, la police a encerclé la place Exarchia, a frappé des personnes et arrêté une quinzaine d'anarchistes.

Le jeudi 27, les flics ont envahi les universités par crainte d'une occupation, ainsi que la place Exarchia. Il y eut quelques actes de résistance non organisés. Après cette journée, le nombre total des arrestations se portait à 21 personnes.

En réaction à ces arrestations, deux banques ont été attaquées avec des cocktails molotov et ont été brûlées pour réclamer la libération des camarades. Ainsi, ils ont pu être libérés, mais la place Exarchia a continué d'être occupée par la police alors qu'habituellement c'est un lieu où elle est jugée indésirable et où sa présence est cause de troubles.

Le vendredi 28, les « C.R.S. » grecs ont été attaqués à la dynamite pour qu'ils quittent la place Exarchia, mais comme ce jour-là il pleuvait la dynamite n'a pas explosé. Malgré tout, les « C.R.S. » ont eu très peur et ont quitté la place en faisant une « grève blan-

che » (c'est-à-dire que depuis ils refusent de venir sur la place) et la situation est revenue comme elle était auparavant : pas de flic sur la place Exarchia.

Sur la place Exarchia se trouve une maison abandonnée, connue pour être un lieu où se piquent les drogués. Un mois plus tôt, des compagnons avaient frappés deux « dealers ». Les « C.R.S. » sont intervenus pour aider les dealers, alors qu'à l'habitude ils laissent faire parce que le chef de la police grecque est lui-même un trafiquant (nous avons des preuves en Grèce sur ses activités et sur le fait qu'il couvre le trafic de la drogue) et ils n'inquiètent donc pas les revendeurs, seulement les drogués.

Le 31 mars, la police est intervenue vers 21 heures sur un appel d'un voisin de la maison abandonnée pour arrêter les drogués. Quand ils sont entrés, les drogués ont sauté par la fenêtre et se sont enfuis. Dans une autre pièce se trouvaient un camarade avec son amie,

riposte a été immédiate. De nouveau, des cocktails molotov ont été lancés sur une banque et la police a procédé à de nouvelles arrestations dans des tavernes.

Le 1^{er} avril, des camarades anarchistes ont organisé une attaque avec des cocktails molotov contre le siège du parti socialiste qui fut très endommagé. Cette fois, la police a arrêté une cinquantaine de personnes, qui furent relâchées le lendemain car les flics craignaient de nouvelles manifestations anarchistes.

Vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 avril a eu lieu à Patras le premier congrès panhellénique anarchiste. La police n'a pas réussi à empêcher la tenue du congrès malgré ses multiples provocations. Les anarchistes sont arrivés à tenir les flics à distance et le congrès s'est terminé sans heurt.

Le lundi 21 avril, des camarades qui entraient de Patras étaient attendus

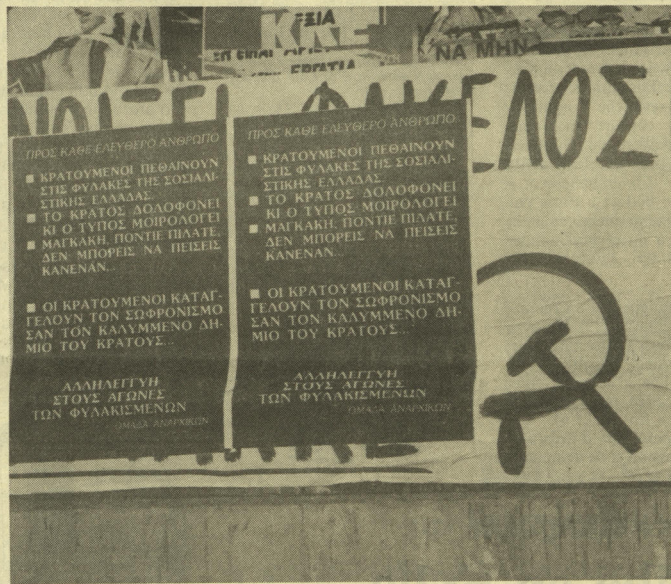
tion de l'avortement et contre la contraception (1). Des compagnes sont intervenues pour empêcher la manifestation. La police a arrêté une vingtaine de féministes libertaires ; puis, les a relâché sans les battre. Il est probable que la police a arrêté ces féministes lors de cette manifestations parce que quelques jours auparavant elle n'avait pu interpellé personne lors d'une intervention de femmes ayant frappé un violeur dans sa maison. Elles avaient écrit des slogans sur les murs, mais la soudaineté de cette action n'avait pas permis à la police d'intervenir. C'est pourquoi on peut penser qu'elle a réagi ainsi lors de la manifestation contre l'avortement, et aussi parce que les actions contre les violeurs sont largement approuvés par les femmes grecques.

Enfin, dernièrement, des femmes libertaires et des groupes anarchistes sont intervenus lors du procès d'une femme accusée d'être responsable « moralement » de la mort de son mari (lui-même policier). Celle-ci avait été battue par la police et nos camarades ont dénoncé de tels agissements. Aussi, le juge a été obligé de demander des éclaircissements sur le fait qu'elle ait été battue en prison.

Pour finir, il faut dire maintenant que certains de nos camarades qui ont été arrêtés puis relâché attendent de passer en procès. La pratique de la justice grecque est de faire patienter les gens deux ou trois ans afin que les esprits se soient calmés et que les faits soient oubliés.

Des compagnons grecs

(1) Le Parlement grec vient de voter une loi autorisant les avortements. La contraception était déjà légale, mais maintenant les deux sont remboursés par la sécurité sociale.



qui se sont cachés en entendant du bruit. Un policier est entré dans la pièce et a tiré sans raison. Il était terrorisé et a tiré dans le dos du jeune homme, le blessant très grièvement (la balle est arrivée dans la région du cœur). Les groupes anarchistes d'Athènes ont appris la nouvelle vers 23 heures et là

par les flics à la gare d'Athènes et ceux-ci ont arrêté 42 congressistes en prenant comme prétexte que les camarades ont vidé les extincteurs du train et maltraité les sièges.

Le mardi 22 avril, après que la police ait battu nos compagnons, elle les relâcha. Comme les autres fois, la réaction du mouvement anarchiste a été de lancer des cocktails molotov sur des banques et de brûler deux librairies fascistes dans le centre d'Athènes.

Environ deux jours après était organisée une manifestation de chrétiens et de prêtres orthodoxes contre la légalisa-



PAYS-BAS

Camping anarchiste

DEPUIS 1933, presque chaque année, un rassemblement anarchiste se tient à Appelscha (à environ 20 km de Assen). Cette rencontre se déroule traditionnellement dans un camping anarchiste : Tot Vrijheidsbezinging. Au cours de notre dernier rassemblement, les participants sont tombés d'accord pour organiser un échange international d'idées sur les thèmes suivants : les stratégies anarchistes, l'organisation et la solidarité.

Ceci a débouché sur le projet d'organiser un rassemblement anarchiste international en 1986. Celui-ci sera plus particulièrement axé sur les thèmes suivants : anarchisme et féminisme, anarchisme et antimilitarisme, anarchisme et écologie, anarchisme et syndicalisme. Il y aura également des activités culturelles. Nous aimerions que vous nous contactiez si vous pensez pouvoir con-

tribuer à l'un des thèmes de notre programme culturel. Si vous avez quelques idées à ce sujet, envoyez-nous brièvement votre projet, afin que nous nous mettions rapidement en contact avec vous.

L'ambiance dominante de ces rassemblements à Appelscha a été jusqu'à présent la solidarité et la camaraderie. Nous tenons à continuer dans ce ton, par conséquent nous invitons avec plaisir les orateurs, les auditeurs et les « chercheurs » à notre « meeting » international en 1986.

Dates : du jeudi soir 15 mai au lundi soir 19 mai. Lieu : camping Tot Vrijheidsbezinging, Aekingaweg 1 a, Appelscha (Pays-Bas). Tél. : (19.31) 05162.1878. Contact : Mike Alibi, Nieuwe Gracht 40, Utrecht, Pays-Bas.

Traduit de « Freedom » par Patricia

GRANDE-BRETAGNE

Regroupement d'anarchistes

UN réseau des anarchistes du centre de l'Angleterre vient d'être formé après la conférence à Nottingham, en mars. Les groupes déjà engagés dans cette initiative sont ceux de Bradford, Birmingham, Chesterfield, Coventry, Leamington, Lincoln, Nottingham, Sheffield, Sheffield-Blackberry, Leeds, Huddersfield, Black Country Anarchists, Stafford, Warwick, etc.

Les buts du réseau sont de diffuser les informations et propager les initiatives, partager une même boîte postale, organiser et établir un soutien mutuel entre les groupes et individus de la région. C'est également de permettre de se rencontrer et de s'organiser tant sur le plan politique que social, ce qui arrive rarement en ce moment.

Une rencontre trimestrielle des délégués devrait se tenir ; après celle-ci, un compte rendu sera rédigé et envoyé à la liste des contacts. La première de ces rencontres aura lieu à Leamington, le 24 mai. Chaque hiver se tiendra une conférence et chaque été aura lieu un camping, dont le premier est fixé pour la fin août.

Tous ceux qui souhaiteraient participer doivent envoyer une enveloppe timbrée à leur adresse et souscrire (sauf pour les prisonniers) pour recevoir les comptes rendus trimestriels. Le premier est déjà prêt et disponible à Box A. Mushroom Books-hop, 10 Heathcoat street, Nottingham, Grande-Bretagne.

Traduit de « Black Flag » par Monique

SOUTIEN AUX RÉFRACTAIRES Réunion de Lyon

UNE vingtaine de groupes antimilitaristes se sont joints à cette assemblée générale dans le local des libertaires de Lyon. Nous étions plus nombreux qu'à Paris où une quinzaine de groupes étaient représentés. Le besoin de se coordonner se manifeste donc de plus en plus pour éviter l'isolement lors de procès, mais aussi pour être plus efficace contre la répression.

L'ordre du jour se composait comme suit : bilan des procès, information sur les procès à venir, bilan de la semaine d'« actions de soutien » ; bilan fonctionnel de la Coordination de soutien aux réfractaires.

Gilles Mathey nous a exposé son cas d'objecteur de conscience poursuivi pour insoumission, il a été relaxé pour les mêmes raisons juridiques que Laurent Morel fin février à Nantes (cf. M.L. n°610). Ce dernier est passé en appel à Rennes, avec Jean-Paul Sultot et Franck Degree. Le procureur a requis une peine d'emprisonnement ferme et le retrait des droits civiques pour les trois objecteurs. Le verdict a été mis en délibéré jusqu'au 4 juin.

Pour la plupart des participants à cette réunion, le changement de gouvernement le 16 mars n'a pas influencé le niveau de répression ; elle reste inchangée, mais on peut craindre cependant des peines plus dures pour les objecteurs de conscience avec, peut-être, de la prison ferme pour certains d'entre eux.

La vague de procès n'est pas enrayée, comme le montre les futures audiences : à Paris, Laurent-Nicolas Tamman (objecteur déserteur) le 9 mai et Frédéric Arnoux (objecteur insoumis) le 29 mai ; à Angers, procès en appel de Remy Legendre (1) le 27 mai ; à Montpellier, Jean-François Mazeran (objecteur insoumis) le 11 juin. Par ailleurs, trois insoumis totaux sont toujours incarcérés : Bruno Sanchez, Bruno Poirier et Joël Thimeur (2).

La semaine d'actions de soutien aux réfractaires n'a pas été un vif succès. Peu de groupes y ont participé et l'impact national n'a pas été ce que nous espérons. Une journée d'information a eu lieu dans les villes de Montpellier, Angoulême... et Rouen ! L'action spectaculaire préparée par la C.S.R. de Paris — défilé avec un cercueil près de l'Arc de Triomphe — fut un échec. En revanche l'organisation d'un concert rock par l'Union pacifiste du Doubs a rassemblé plus de deux cents personnes. L'« emballage » du Lion de Belfort à Paris par une vingtaine de membres de la C.S.R. a eu un certain impact médiatique (cf. *Libération* du 21 avril).

La C.S.R. possède un répondant antimilitariste (3) qui permet de diffuser l'information le plus rapidement possible. Dernièrement une affiche de soutien a été tirée (cf. ce M.L., rubrique « En Bref »). La C.S.R. a pour but d'informer sur la répression et de demander

la libération des insoumis incarcérés (cf. M.L. n°616).

Il a été également rappelé que la C.S.R. n'est pas un mouvement politique, mais qu'elle un groupement d'individus et de mouvements de tous horizons, antimilitaristes, dont les démarches peuvent être différentes mais qui se retrouvent sur les actions de défense des réfractaires antimilitaristes (insoumis totaux, objecteurs insoumis, objecteurs déserteurs, etc.) ; excluant ainsi les Témoins de Jéhovah, insoumis nationalistes...

Des débats doivent se poursuivre jusqu'au mois d'octobre, date à laquelle se réunira la prochaine coordination (le lieu en sera précisé ultérieurement).

**ERIC HEBERT
(Gr. de Rouen)**

(1) On peut réclamer sa relaxe en écrivant au Président de la Cour d'appel, 49043 Angers cedex.

(2) Joël Thimeur, cellule 224 C, écrou 112 85, maison d'arrêt d'Amiens, 85, rue de la Défense-Passive, 80000 Amiens.

(3) Répondant antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03. Adresse de la C.S.R. nationale : c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11.



Beyrouth en France

IL y a des pays où, en plein jour, des hommes en armes vous enlèvent dans la rue parce que vous n'avez pas la même religion ou les mêmes croyances. Vous devenez ainsi un otage...

Il y a des pays où une lettre de cachet d'un monarque de droit divin ou d'un dictateur local vous envoie dans un cul-de-basse-fosse pour des jours, des mois, et quelque fois plus. Vous devenez ainsi un nom, une photo, une fiche dans les archives d'Amnesty International...

Il y a des pays où l'armée est au-dessus des lois : impunément, elle peut tuer, arrêter, incarcérer, torturer. Vous devenez ainsi une « erreur », une victime des circonstances ou d'ordres mal compris...

Il y a des pays où des tribunaux remettent en liberté des prévenus et où des hommes en uniforme s'arrogent le droit de les condamner. Vous devenez ainsi Bruno Poirier ou Bruno Sanchez...

Car cela ne se passe pas ainsi, uniquement, au Moyen-Orient, en Afrique, dans une République bananière d'Amérique du Sud ou encore dans un de ces pays de derrière le

rideau de fer. Il s'agit de la France et de son armée qui détient depuis plusieurs semaines deux insoumis totaux libérés par les tribunaux.

Nul présentateur d'une chaîne de télévision pour dire, en débutant le journal d'informations : « Aujourd'hui (date du jour), Bruno Poirier et Bruno Sanchez, otages de l'armée française, n'ont toujours pas été libérés ». Non, vous ne le verrez pas, ni ne l'entendrez !

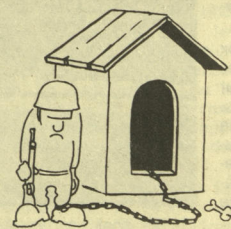
Et pourtant, l'armée française détient aux arrêts de rigueur depuis le 28 avril Bruno Sanchez. Libéré par le tribunal de Versailles et mis sous contrôle judiciaire jusqu'au délégué du 2 juin, il a été enlevé et est séquestré depuis lors à la caserne de Beynes (1). Quant à Bruno Poirier, le tribunal de Bordeaux l'avait condamné le 25 mars à 160 jours de travaux d'intérêt général (voir M.L. n°614). Insuffisant, a dit l'armée... qui l'a kidnappé. Depuis, pas de nouvelle, il a disparu.

Oh, bien sûr, il ne s'agit pas d'éliminer physiquement ces personnes. Non, ce sont des démocrates, dans un pays de consensus droite-gauche ! (Droite-gauche, gauche-droite, cela a une résonance typiquement militaire !) En fait, on veut les briser moralement : le système des gouttes d'eau qui tombent régulièrement au même endroit. Les gouttes d'eau : arrestation, prison, jugement, libération, arrestation, prison... cela détruit un individu et use le béton.

Oui, c'est la France de 1986, le pays des droits de l'homme, le pays qui a détruit la Bastille pour libérer les prisonniers incarcérés sans jugement... Où est l'insécurité, où sont les terroristes ?

GEORGES HOST

(1) Pour exiger sa libération, on peut contacter ses geôliers au (16.1) 34.89.10.50.



RÉFUGIÉS BASQUES

De Charibe en Sylla

LA situation des réfugiés basques en France risque de prendre une tournure encore plus délicate qu'il y a quelques mois. En effet, l'arrivée d'un gouvernement de droite ne laisse pas présager d'une amélioration de la situation, bien au contraire ! Non pas que leurs prédécesseurs se soient illustrés par des largesses.

Il est nécessaire aujourd'hui de refaire un bilan des mesures prises par la « gauche », concernant la situation des réfugiés ; d'autant que les mesures prises par le nouveau gouvernement demeurent dans le flou artistique le plus total. Cependant Charles Pasqua veut renforcer la collaboration franco-espagnole.

Le statut de réfugiés a été supprimé en 1979 pour les ressortissants basques. L'arrivée au pouvoir du parti socialiste améliore un tant soi peu leur situation, en acceptant les demandes d'asile et en régularisant les situations administratives au moyen de documents à durée variable, mais le statut de réfugié politique n'est pas rétabli. En octobre 1983, c'est l'apparition du G.A.L. (organisation dirigée par l'Etat espagnol) qui assassine en toute impunité les Basques en France.

En janvier 1984, débute une nouvelle stratégie de la part du gouvernement. Prenant le prétexte des attentats du G.A.L., le ministre de l'Intérieur s'attaque aux victimes en les éloignant de leur pays d'accueil pour prétendument les « protéger ». Aujourd'hui, trente-trois réfugiés basques se trouvent dans des conditions précaires dans divers pays d'Amérique latine et d'Afrique. Leur expulsion a conduit à la mise en place d'une juridiction administrative qui échappe à tout contrôle judiciaire. Le motif de l'expulsion est d'abord invoqué en application d'une procédure d'urgence absolue, qui n'est pas du tout motivée par le comportement des réfugiés ni par les nécessités de sécurité publique, et est appliquée quelque soit la situation du réfugié.

Ainsi l'administration applique la même mesure à tous les ressortissants basques et ils ne bénéficient d'aucune garantie judiciaire. D'autant que la situation des réfugiés, dans les pays d'accueil, est encore plus aléatoire — nous l'avons vu à plusieurs reprises. La plupart sont en situation provisoire et à la merci de toute action policière (torture, par exemple, en Equateur) ou d'éventuels mar-

chandages avec Madrid. Au cours de l'été 1984, la France s'illustre en décidant d'extrader vers Madrid des ressortissants basques, considérés comme des criminels de droit commun.

Le 17 mars 1985, le gouvernement publie une circulaire aux préfets, précisant le rôle de l'O.F.P.R.A. et les conditions d'attribution de la qualité de réfugié. La situation du réfugié, en attente de statut ou possesseur du statut, est régularisée. En cas de refus de la qualité de réfugié, l'intéressé doit quitter le territoire français dans un délai de un mois. Toutefois l'asile peut lui être accordé si l'office estime qu'il encourt des risques graves dans son pays d'origine.

Aujourd'hui, la lutte antiterroriste décidée lors d'un récent conseil des ministres tend à renforcer la collaboration entre les divers pays européens (la mise en place effective d'un espace judiciaire européen) et met en péril tous les réfugiés. En ce qui concerne les Basques, les mesures administratives à leur encontre sont de plus en plus rapides et douze personnes sont en situation illégale. Ce nombre risque de croître rapidement.

ELISE

Txomin arrêté !

LUNDI 28 avril, Txomin a été arrêté près de Biarritz par la police de l'air et des frontières. Txomin Urtube était assigné à résidence à Tours, en janvier 1984, alors que plusieurs de ses camarades étaient expulsés en Amérique latine. Depuis quelque temps, cependant, il avait regagné la région de Bayonne, après avoir déposé un recours contre cette mesure devant le Conseil d'Etat.

Son arrestation a fait la une de toute la presse espagnole. En effet, Txomin est considéré par la police espagnole comme l'un des chefs de l'E.T.A. militaire et également comme un dirigeant historique. Son arrestation par la police française renforce la collaboration étroite qui s'est installée entre la France et l'Espagne. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, n'a pas manqué de communiquer à son homologue espagnol que son intention était d'intensifier la collaboration dans la lutte contre l'E.T.A., entamée par les socialistes.

Selon une thèse défendue par certains milieux politiques espagnols, Txomin serait considéré comme un partisan, au sein de l'E.T.A., d'une négociation avec Madrid ; au point qu'il pouvait bénéficier d'une marge de manœuvre sans être inquiété par l'administration. Il semblerait aujourd'hui, avec son arrestation, que toute possibilité de dialogue se soit estompée. Il faut néanmoins préciser que Madrid a toujours refusé la négociation ouverte et publique exigée par E.T.A., du moins tant que cette organisation n'aura pas renoncé à la lutte armée et abandonné l'idée d'une négociation pour régler le problème basque sur la base de l'autodétermination du Pays basque.

Txomin a déjà échappé à plusieurs attentats : outre le G.A.L., il semblerait que plus d'un ne serait pas fâché de le voir disparaître. Il est à craindre, aujourd'hui, avec son arrestation une répression sévère dans les milieux basques.

ELISE

« La culture des camarades »

La revue Autrement a publié son numéro 78 consacré à un voyage au sein de *La Culture des camarades* (1), entendez par là l'appareil du P.C.F. et son rapport actuel à la société française (la classe ouvrière, les femmes, les médias, la chanson...).

Autrement a donc, pour ce numéro, aligné entre autres une série de signatures d'intellectuels ou d'ex-cadres du parti qui s'en donnent à cœur joie pour démonter la citadelle communiste, ou ce qu'il en reste. Le bilan est sévère, sans appel, ou presque. Un certain nombre d'articles sont pertinents, bien sentis, et tentent une approche intéressante du décalage croissant entre le parti et la population française.

Les articles consacrés à la crise d'identité du Parti communiste français, aux délimitations des contours de la classe ouvrière dans les sociétés modernes sont fournis en réflexions intéressantes et qui dépassent de loin le seul P.C.F., posant le problème des discours révolutionnaires en général aujourd'hui et de l'approche actuelle de la population pour une réelle pénétration des idées de transformation sociale, y compris les nôtres.

Pour le reste, rien de bien neuf sous le soleil quant au fonctionnement du parti, son rapport aux luttes alternatives, ses relations avec les « partis frères », la langue de bois... On ne saurait dans ce domaine que conseiller la lecture ou la relecture du monumental

ouvrage de Robrieux sur *l'Histoire intérieure du P.C.F.*

Non, ce qui gêne le plus dans ce numéro d'Autrement — revue qui nous a par ailleurs habitués à d'excellents numéros sur divers sujets —, c'est par delà les coups de patte sur l'anarchisme de tous ces intellectuels venant de la planète communiste (des « redoutables guerriers de la C.N.T. » à « l'anar de droite qui roule en bicyclette », hé oui !) l'atmosphère générale qui se dégage de conclusions implicites.

Car enfin, à la lecture de ce livre, le P.C.F. est à jeter à la poubelle. Soit. Diplodocus incapable de s'adapter aux conditions économiques et sociales objectives de son temps, ringardise, stalinisme, alignement sur Moscou, etc. Bref, tous ces gens n'y vont pas avec le dos de la cuillère, c'est le moins que l'on puisse dire. Ils auront simplement mis quelques décennies à découvrir ce que clament déjà un certain nombre de militants, anarchistes entre autres, dès l'entre-deux-guerres.

Mais les solutions de remplacement ? Face à cette machine pseudo-révolutionnaire en voie de décomposition interne et externe, que nous propose-t-on ? Rien. Ou plutôt si, tous ces écrits sentent un étrange parfum de social-démocratie plus ou moins déguisée.

Comme tant d'autres, les héros révolutionnaires professionnels-intellectuels fatigués semblent aujourd'hui lorgner du côté des solutions

« modernistes » ; celles qui, par exemple, prétendent que la lutte des classes, la rupture avec le capitalisme, le combat pour une société réellement socialiste font parti des rêves moribonds qu'il est de bon ton de dépasser si l'on ne veut pas être emportés dans la tourmente de l'histoire.

Un discours implicite, bien dans l'air du temps, pour qui ne veut pas paraître « archéo » comme l'on dit dans certains milieux syndicaux et politiques. Pas un n'évoque l'éventualité d'une redéfinition du socialisme dans un sens libertaire. Le capitalisme est là, faut faire avec. S'adapter. Se moderniser. On est des gens sérieux, pas des rêveurs ! Tout cela sent l'estocade facile.

Nous ne saurions nous satisfaire d'une seule dénonciation du P.C.F. et de ses satellites, et applaudir des deux mains à l'écroulement de la citadelle de la place du Colonel-Fabien. Car, une fois de tels constats et analyses formulés, la question reste entière : la bête stalinienne créée, quelle alternative à la société capitaliste, comment construire la force autogestionnaire, libertaire, capable de combler la place vide pour s'opposer aux idéologies dominantes et promouvoir une rupture réelle avec le système existant ?

PATRICK
(Gr. d'Angers)

(1) « La culture des camarades. D'Eluard à Pif le chien, où en est la culture communiste », Autrement n°78, 80 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

A l'occasion de la réouverture de leur local, qu'ils viennent de rénover, les groupes bordelais de la Fédération anarchiste et avec Hélène Sarrazin autour de son livre « Elisée Reclus ou la passion du monde ».

Cette rencontre se déroulera le samedi 10 mai, à 15 h, au 7, rue du Muguet, Bordeaux.

« Le Bon Dieu s'en fout » de André Hélène

ELLE excellente initiative que celle de la collection 10/18 qui réédite certains romans d'André Hélène et notamment *Le Bon Dieu s'en fout* (1) ! On l'a dit et répété, Hélène, ça ressemble à du Léo Mallet mais ce n'est pas du Léo Mallet, tout en étant aussi fort, aussi noir et aussi désespéré...

Un homme revient dans sa ville natale après avoir passé quelques années dans un bagne loin, très loin. Seulement, une fois de plus, il est traqué par la « poisse » qui lui colle à la peau depuis sa naissance mais (et donc) aussi par les flics qui lui reprochent de n'être pas sorti de la prison par la grande porte. Et le retour aux sources devient très vite une errance énigmatique (pourquoi suis-je venu me fourrer dans la gueule du loup ?) et pathétique : Félix Froment, le héros, sait qu'il ne sortira pas vivant de cette quadrature du cercle vicieux et que son prochain départ ne pourra qu'être vers l'au-delà.

Dans une ville grise et humide, un homme, laminé par les échecs successifs de ce que l'on a du mal à appeler une vie, grille ses dernières cartouches. Elles sont efficaces !

G.C.

(1) André Hélène, « Le Bon Dieu s'en fout », éditions 10/18, en vente à la librairie du Monde libertaire. Autres titres du même auteur : « J'aurai la peau de Salvador », « Les clients du Central Hotel », etc.

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 8 mai

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : B.B. King et ses scyphantes.
« Emission spéciale » (14 h à 15 h 30) : Mother Jones, souvenirs d'une militante syndicaliste américaine, par Nelly.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : un invité, le journaliste Marc Kerjean.

Vendredi 9 mai

« Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : infos internationales et nationales...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : panorama des musiques d'Extrême Orient.
« Jouissances » (12 h à 14 h) : le cantique du quantique (ou l'incertitude), suite et fin.
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : justice et psychiatrie ou l'analyse transactionnelle.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Proudhon-Marx (suite). Sous l'égide de l'Union rationaliste, des militants anarchistes et marxistes dialoguent et s'opposent.

Samedi 10 mai

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : congrès S.G.E.N.-C.F.D.T. et congrès de fusion E.F.T.L.-C.G.T et Papier-Carton.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : hommage à Jean-René Caussimon, avec une interview de septembre 1984 et peut-être d'autres invités en seconde partie.

Dimanche 11 mai

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission spéciale sur le festival de Ris-Orangis, qui aura lieu le 24 mai.

Lundi 12 mai

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : cancers et médecines douces...

Mardi 13 mai

« Music-Hall » (10 h à 12 h) : émission du T.L.P., « Classé X : Jean-Louis Malijun.
« L'Auberge espagnole » (12 h à 14 h) : le discophone en liberté. Invités : Florence Dionneau (accordeoniste), Patrick Denain (chanteur interprète).

Hélène Sarrazin ou la passion de Reclus

HÉLÈNE SARRAZIN nous brosse un portrait haut en couleurs d'Elisée Reclus (1). Son style, résolument contemporain, peut agacer certains ou même risquer l'anachronisme. Il ne nous en fait que mieux revivre l'actualité (l'éternité) du tempérament aventureux et engagé de Reclus dont certains voyages pourraient faire pâlir d'envie nombre de routards d'aujourd'hui.

Manifestement, Hélène Sarrazin a été beaucoup plus attirée par l'individu et sa personnalité que par la portée de ses idées anarchistes ou de ses réflexions géographiques. Elle s'est particulièrement attachée à nous décrire les rapports affectifs qui liaient ou déliaient la tribu Reclus, sans oublier la place qu'y tenaient les femmes. Comment ne pas se réjouir de cette approche ? Comme le souligne Maurice Joyeux, « on ne mesure pas la vie d'une société à travers la société elle-même, on la mesure à travers ce que l'homme en gagne (...). Ce qui est important, c'est l'homme. »

Mais ce que le livre gagne en intensité psychologique, il le perd en rigueur d'analyse théorique. Et on sursaute en apprenant que Bakounine n'a su résoudre l'inélucluable révolutionnaire que constitueraient la

dictature ou le despotisme (p. 78) ou en comprenant finalement que l'anarchisme se réduirait à un projet utopique (dans le sens chimérique du mot) (p. 85) alors qu'il est aussi action révolutionnaire. Le procès des trente à Lyon (1883) donne droit à des réflexions un peu courtes sur l'anarchisme, voire même à une certaine condescendance bon enfant vis-à-vis de Kropotkine et de Reclus.

Par ailleurs, l'apport novateur, décisif — pour ne pas dire révolutionnaire —, de Reclus à la science géographique n'est qu'à peine exposé. On pourrait rétorquer que le livre n'avait pas pour objet de théoriser sur l'anarchisme ou sur la géographie. Le problème, c'est que la vie de Reclus a justement été consacrée à cela.

En fait le livre d'Hélène Sarrazin est, pour celui qui veut mieux connaître Elisée Reclus,

un excellent complément à celui de Gary Dunbar (2), lequel, en bon géographe britannique, nous présente un portrait parfois trop austère de l'anarchiste comme du géographe mais qui n'oublie pas de nous signaler cette phrase clef de Reclus : « Je suis géographe mais, avant tout, je suis anarchiste ».

Enfin, Hélène Sarrazin nous apporte plusieurs inédits de la foisonnante correspondance personnelle de Reclus, toute imprégnée de théorie anarchiste et qui semble être un monument d'éthique libertaire. A quand sa publication spécifique, partiellement ou intégralement ?

PHILIPPE PELLETIER

(1) Sarrazin Hélène, « Elisée Reclus ou la passion du monde », La Découverte, Paris, 266 pp., 88 F (en vente à la librairie du Monde libertaire).

(2) Dunbar Gary, « Elisée Reclus : historian of nature », Archon Books, Hamden (Conn.), 193 pp.

Spécial copinage

Léo Ferré sera au Chapiteau de Bobigny
5 à 13, avenue Henri-Barbusse, 93000 Bobigny
(métro Fort-d'Aubervilliers)
vendredi 9 mai 1986, à 20 h 30 précises
Billets en vente à la librairie du Monde libertaire
(prix : 80 F, et 60 F pour les porteurs de la carte R.-L.)



LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Les lions sont lâchés

Dans le contexte des mesures liberticides prises par le nouveau gouvernement Chirac, le *Monde libertaire* donne cette semaine la parole à Denis Langlois, avocat et auteurs de livres tels que *Le guide du militant* et *Le guide du citoyen face à la police* (1).

La rédaction

LES lions sont lâchés ou plutôt les molosses écumants qui vous déchiquettent en un rien de temps le moindre passant suspect.

La droite pure et dure, celle qui ne craint rien, même pas le Front national, vient de présenter son programme pour lutter contre l'insécurité, cette hydre à trois têtes maintenant bien connues : la criminalité, le terrorisme... et l'immigration. « Est-ce que j'ai la tête de quelqu'un qui porte atteinte aux droits de l'homme ? », a demandé Chirac. Il paraît que ça en a rassuré certains.

Quelques mesures de simplification

Je ne sais pas si on vous l'a dit, mais tout le mal vient de ce que la police est empêchée de faire correctement son travail. Prenons le cas des contrôle d'identité. La loi du 10 juin 1983 permet de demander ses papiers à « toute personne à l'égard de laquelle il existe des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ou bien qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ».

On pourrait penser que c'est largement suffisant, d'autant plus que, selon le raisonnement policier, une personne même non suspecte qui conteste l'opportunité d'un contrôle devient par là même suspecte. Mais tout ça c'est de la perte de temps. Un policier qui raisonne, qui recherche des indices « faisant présumer que », c'est un policier déjà fatigué avant d'agir. Le gouvernement Chirac a tranché dans le vif : les contrôles seront possibles chaque fois qu'ils viseront « à prévenir une atteinte à l'ordre public ». Au moins c'est clair, ça permettra de contrôler tout le monde, en tout lieu, à tout moment.

Certes. Mais le contrôle ne sert à rien, si le promeneur interpellé montre une fausse carte d'identité. Impossible. Admirez la fameuse carte d'identité « infalsifiable ». Un truc bien français mis au point par une filiale de Thomson spécialisée dans l'informatique (tiens ! tiens !). Deux millions d'étrangers l'ont déjà. Pas plus fiers pour cela !

Dans la foulée, on va rétablir les fiches d'hôtel pour les Français. C'était un ministre de l'Intérieur de droite, le célèbre Poniatowski, qui les avait supprimées. Paraît que ça ne servait à rien ; avec l'informatique tout va changer. Les hôteliers font grise mine. Les couples irréguliers vont choisir d'autres ciels de lits.

Mais avec les étrangers, les contrôles, les vérifications, les fiches, ça ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est les empêcher d'entrer et évacuer le plus grand nombre de ceux qui sont déjà là. On va donc rétablir les visas pour tout un tas de pays et faciliter les

expulsions. Depuis 1983, c'était la justice qui décidait. A nouveau ce sera une simple décision administrative. Ça évitera les avocats, les audiences, les jugements. Des choses qui ne servent à rien et font perdre du temps.

Autre point : je ne sais pas si vous l'avez remarqué, les policiers ne sont pas assez nombreux. Cent vingt mille pour la France sans compter les gendarmes. Pas très loin du record du monde par habitant. Mais ces pauvres chéris se sentent seuls. On augmentera donc leur nombre. Un millier de plus en 1986. A vrai dire ça fait un peu radin. A son arrivée au pouvoir, la gauche n'avait pas hésité : dix mille d'un coup. On se rattrapera en leur adjoignant des appelés du contingent, autre innovation votée par la gauche.

Question moyens techniques, armements, véhicules, fichiers, informatisation, carnets pour noter les points à la belote, là aussi on sera large. Il faut savoir ce qu'on veut et ne pas mégoter sur les détails.

Le voisin du voisin est un terroriste

Arrivons-en maintenant au gros morceau : le terrorisme. Ce

mal qui répand la terreur jusque dans les fins fonds du Loir-et-Cher. « Il faut terroriser les terroristes ! » a annoncé Pasqua, qui sait de quoi il parle en tant qu'ancien chef du S.A.C.

Le terrorisme est un dur à cuire qui ne lâche pas facilement le morceau. Quarante-huit heures d'interrogatoire policier, ça le fait tout juste sourire. On va doubler la mise : 4 jours, comme pour les personnes soupçonnées d'usage ou de trafic de drogue. Drogues ou terroristes, c'est un peu la même chose. « Si on ne les surprend pas en plein sommeil, ils nous filent entre les doigts. » La voie des perquisitions nocturnes est ouverte.

Un coup de toilette aussi au Code pénal : le crime de terrorisme n'existe pas, on l'inventera. Ça sera plus fortement puni, mais surtout ça permettra avec l'inculpation d'« association de terroristes », de « complicité de terrorisme » ou d'« apologie du terrorisme » — faisons confiance aux juristes officiels — de ratisser large. Comme en Italie ou en Allemagne, bien au-delà de la fameuse « mouvance ». Les amis, les relations, le voisin de celui qui connaît le voisin du voisin.

On fera aussi appel aux terroristes « repentis », ceux qui en échange d'une remise de peine ou d'une libération accepteront de balancer les petits copains. Ça n'a pas tellement bien marché en Allemagne et en Italie où les dénonciations se sont sou-

vent révélées foireuses. Mais en France, c'est différent. La dénonciation, c'est Pandraud qui l'a dit, n'est pas une délation, mais un devoir civique.

On va également spécialiser en pourfendeurs du terrorisme certains procureurs, juges d'instruction et chambres de la Cour d'appel. Pas question bien sûr de ressusciter officiellement la défunte Cour de sûreté de l'Etat, ça ferait mauvais effet. (Est-ce que j'ai la tête d'un violeur des droits de l'homme ?) Mais une centralisation à Paris de tout l'arsenal judiciaire fait partie des projets. Le colt à la ceinture, les juges d'instruction se battent déjà pour être les grands coordonnateurs.

Investissez dans les prisons

C'est bien beau d'arrêter les malfaiteurs ; encore faut-il les condamner et les enfermer, puisqu'il n'est plus permis de leur couper la tête. Ce sera fait avec la peine de 30 ans « incompressible ». Impossibilité de mettre les pieds dehors avant d'avoir sacrifié la moitié de sa vie.

« Au secours !, ont crié les syndicats de gardiens de prisons. Vous voulez notre mort ! Si nous n'avons pas la moindre carotte à leur offrir, ça va devenir des fauves ! » Le gouvernement est revenu sur son projet. Ce sera une peine incompressible. Mais pas tout à fait. On

pourra la compresser un petit peu. A la tête du client.

Et puis si les prisons surpeuplées explosent (actuellement 46 000 détenus pour 32 000 places), on construira de nouvelles prisons. Pas d'argent. Peu importe, on fera appel aux capitaux privés. C'est Chalandon, le nouveau ministre de la Justice, qui nous l'a expliqué. « Vous voulez faire un bon placement, achetez-vous une prison ! »

Je vous le disais : les lions sont lâchés et en plus ils sont complètement cinglés. Garez vos os, ça va saigner ! A moins que le citoyen de base se mette miraculeusement à devenir intelligent, à comprendre qu'il y a des gens qui ont intérêt à lui faire peur, histoire de lui faire oublier l'insécurité économique, le chômage, la baisse du niveau de vie, les risques de guerre et les explosions de centrales nucléaires.

« Chef, il y en a encore un qui vient de me croiser sans même remarquer ma nouvelle casquette et ma matraque télescopique ! »

DENIS LANGLOIS

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire. Les intertitres sont de la rédaction.

Tous des terroristes !

« **Q**UI est juif et qui ne l'est pas, c'est nous qui le décidons » proclamaient les nazis dans les années trente. Aujourd'hui, les Chirac, Pasqua, Pandraud, Brugière et compagnie pourraient reprendre à leur compte cette « logique » : « qui est terroriste et qui ne l'est pas, c'est nous qui le déciderons ! ».

L'Etat a toujours eu besoin de désigner ses ennemis au bon peuple afin de les rassurer en exhibant de temps à autre quelques têtes coupées. Actuellement, les « terroristes » sont partout : presse, télévision, radios matraqua à longueur de journée avec ce mot. Les récents attentats sanglants dans des gares, des grands magasins, etc., fruits de guerres inter-Etats, ont semé la panique dans la population. C'est ça le vrai terrorisme : tuer pour déstabiliser, et tuer le plus de monde possible ! Partout dans le monde, les Etats utilisent la terreur et la mort pour se consolider toujours plus. Et les opposants à cette terreur terrorisent à leur tour pour renverser la terreur, et la ronde sanglante continue...

En France, les attentats meurtriers sont relativement récents, et peu nombreux si l'on compare avec d'autres pays. Leurs auteurs sont insaisissables, de la rue Copernic à celle des Rosiers, de la F.N.A.C. au T.G.V. Paris-Lyon, les assassins passent à travers les mailles du filet policier. Il faut donc trouver des têtes à présenter aux sujets pour les calmer un peu : le groupe Action directe fera donc l'affaire. Issu du mouvement libertaire, A.D. s'est embarqué dans une galère où personne ne veut plus ramer. Les anarchistes ont maintes fois rappelés leurs positions par rapport à une stratégie d'affrontement armé avec l'Etat. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre la lutte armée pour des raisons de morale, mais simplement de savoir si le contexte s'y prête ou non. En l'occurrence s'opposer à l'Etat les armes à la main, en 1986 et en France, nous paraît totalement décalé face aux réalités sociales. Il ne s'agit pas non plus de cracher sur des militants qui ont fait des choix et qui vont les payer très chers, mais bien de préciser nos choix par rapport aux leurs.

Quelle « mouvance » ?

La logique policière face à Action directe est simple : 1. il y a les militants d'A.D. 2. il y a leurs sympathisants. 3. tout individu

remettant en cause l'ordre établi est un sympathisant en puissance d'A.D. Ainsi, on a glissé tout doucement de la notion de « proches d'Action directe » à celle, plus large de « mouvance d'Action directe », pour finir par celle de « subversifs ». Ça sent le réchauffé !

Les opérations politico-policieres de ces derniers jours sont on ne peut plus claires : arrestations de militants libertaires, communistes révolutionnaires, autonomes, etc. ; perquisitions (les flics ont été jusqu'à saisir des bouquins théoriques sur l'anarchisme, le communisme, le socialisme, des affiches sur les murs, etc.), preuves irréfutables de sympathie pour A.D. ! ; arrestations de journalistes coupables de faire leur métier, descente à *Libération*, saisie d'une des dernières radios libres parisiennes (Radio Mouvance), déclarations délirantes de Pandraud dès qu'on lui file un micro sous le nez, etc.

On veut ratisser large, très large... le but : isoler Action directe d'une part, rafraichir les fichiers d'autre part. Avec des appels à la populace pour que chaque citoyen devienne un traqueur de « terroriste ». Avec des provocations policières bien élaborées, comme la fermeture de l'U.S.I.N.E., squat de Montreuil où se déroulaient des concerts rock-punk régulièrement, afin de déclencher la colère du public et d'avoir un peu de désordre la veille de la ballade « sécuritaire » de Pasqua et Pandraud dans Paris. Avec la volonté d'instaurer très nettement la notion de « délit d'opinion ». (Pourquoi avoir saisi Radio Mouvance si ce n'est à cause des idées diffusées sur cette station ?)

Demain, les « terroristes » seront tous ceux qui luttent contre l'inacceptable. Des Beurs se révoltent dans les cités ? Terroristes ! Des ouvriers C.G.T. séquestrent un patron ? Terroristes ! Des antimilitaristes barbouillent un monument guerrier ? Terroristes ! Des antifascistes se défendent contre les agressions fascistes ? Terroristes ! Vous mêmes qui lisez ce journal ? Terroristes ! Les vrais assassins, les plastiqueurs de l'O.A.S., les tueurs du S.A.C., les ratonneurs d'Ordre nouveau, les protecteurs du G.A.L. et autres nazillons sont aujourd'hui les représentants de l'Ordre. L'indifférence, c'est la complicité ! Les réveils risquent d'être très durs s'ils sont trop tardifs...

GIL